Vol. 3 No. 18 • Du 18 au 24 Novembre 2009

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAITI LIBERTE

Justice Vérité Indépendance

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



LE PEUPLE SERA-T-IL TOUJOURS EXCLU ?

Voir page 4

Haiti Liberté

Les Membres du Conseil Electoral provisoire, de gauche à droite le président du CEP, Mr. Gaillot Dorsinvil et Enel Desir (Représentant de l'Eglise Catholique)



DE LAVAUD À GRAND-GOÂVE: QUE MAGOUILLAIT LA MINUSTAH ?

Voir page 4

Logan Abassi

Des soldats des forces d'occupation de l'ONU qui transbordaient des boîtes d'un hélicoptère à un autre



Michèle Montas pran pansyon li !

Page 6



« Le pays le plus pauvre de l'hémisphère »: une description inappropriée d'Haïti

Page 7



L'impact de la Révolution cubaine en Amérique latine

Page 10



Un petit garçon de 4 ans, proche de la mort après avoir reçu le vaccin H1N1

Page 18

Editorial

Inquiétude ou Controverse autour du prochain scrutin ?

Par Berthony Dupont

Depuis les dernières sénatoriales d'exclusion, nous avons, à maintes reprises, tiré la sonnette d'alarme sur les élections à venir, car nous savons fermement que la parenthèse ouverte lors de la mascarade d'avril et de juin 2009 n'avait pas encore été fermée et que de graves menaces pèsent encore sur les masses populaires.

En effet, le climat qui règne actuellement indique qu'un ouragan électoral s'apprête à passer à nouveau sur le pays avec de grandes averses et que le camp au pouvoir se prépare hâtivement et minutieusement à s'engager dans ce nouvel et ample combat. Du projet de fonder un parti unique largement large à l'arrêté présidentiel du 11 novembre, le jour même de la rentrée en fonction du cabinet ministériel de Préval-Bellerive, en passant par une lettre du 9 novembre du Conseil électoral de Préval (CEP) adressée aux différents chefs de partis politiques pour les inviter à une réunion de travail, ce sont là des signes avertisseurs qui traduisent bien qu'un mauvais temps se profile à l'horizon.

A la vérité, une inquiétude plane sur le monde politique du pays du fait que personne ne sait réellement où en veut arriver Préval.

On se souvient d'ailleurs que les arguments avancés par l'ancien Conseil électoral pour rejeter la participation du parti Fanmi Lavalas furent peu convaincants, mais le danger d'un semblable rejet à nouveau reste encore présent. Comme toile de fond à ce danger il y a cette controverse, fruit d'une déclaration attribuée à Jean Bertrand Aristide par Maryse Narcisse, à l'effet que l'ex-président refuserait de légitimer la continuation du coup d'état 2004, du fait que les partisans du coup d'état de 2004 occupent toujours les espaces du pouvoir et représentent encore le pays à l'extérieur, une façon de dire que son parti ne participerait pas aux élections.

Pourtant, suite à la récente invitation du CEP de Préval, quatre membres du parti Fanmi Lavalas s'étaient présentés, ont –ils été autorisés ou non ? Si oui, cela signifie-t-il que les prochaines élections ne seront plus une continuation du coup d'état de 2004 ? Quelle garantie du pouvoir détient le parti que cette fois-ci il ne sera pas encore exclu sur la base des mêmes prétextes invoqués antérieurement? Si non, les membres de Fanmi Lavalas se sont ils présentés de leur propre chef ? A un moment ou justement même certains parlementaires, notamment ceux de la CPP, qui s'attendaient sans doute à rejoindre la nouvelle plateforme d'unité de Préval, ont été pris au dépourvus par la nouvelle loi électorale. En fait, ils sont actuellement sans parti et le délai pour faire leur enregistrement est absolument court. Une situation qui indigne le député de l'OPL, Aklush Louis Jeune, jusqu'à le faire déclarer que « *Préval a utilisé comme bon lui semble les parlementaires pendant trois ans pour ensuite les abandonner* ».

De toute façon, cette course à la montre du pouvoir nous inquiète. En effet, ne va-t-on pas faire face à une autre forme classique de manœuvres et de manipulations afin que et la chambre des députés et le sénat soient contrôlés par les parlementaires de la plateforme de Lespwa. Comme le souligne fort bien le député Steven Benoît, cette élection ne serait qu'un coup pour satisfaire les intérêts du pouvoir et selon lui, le calendrier électoral n'est déjà qu'un « hold-up » ne laissant aucune porte de sortie. A vrai dire la déception règne, mais on considère que la décision du Conseil électoral de Préval, bien que prévisible, constitue un précédent dangereux. Une des grandes inconnues est le sort qui sera fait aux masses populaires.

Dans ces conditions, chacun se retrouve au pied du mur, et on n'est pas loin de penser qu'au bout du compte le grand gagnant sera sans nul doute le consortium des forces antidémocratiques et antipopulaires sous le contrôle des puissances impérialistes, alliés de Préval, et qui d'ores et déjà se préparent à investir dans les prochaines élections pour empêcher au peuple d'utiliser efficacement son droit de vote dans une perspective de changer sa condition pour une vie digne, juste et meilleure.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

Aux Cayes : lancement officiel d'une institution pour la protection des enfants

L'institut du Bien-être social et de recherches (IBESR) sud de concert avec l'Unicef a lancé officiellement aux Cayes le vendredi 6 novembre écoulé en présence du ministre des Affaires sociales et du travail, de la délégation du sud, le projet de renforcement de cette institution pour une meilleure protection de l'enfant en Haiti. Selon la directrice générale de l'IBESR Jeanne Bernard Pierre, ce programme coûte environ deux cents quatorze mille dollars américains (214 000 us dollars) dont l'objectif c'est de renforcer la capacité des volontaires de l'IBESR sur le terrain en vue d'accompagner les enfants vulnérables qui dit-elle ne sont pas des laissés-pour- compte car il y a des gens qui pensent à eux, ainsi qu'à des parents nécessiteux. Plus loin la directrice générale de l'IBESR a exhorté les adultes à ne pas abuser les enfants car demain ils pourront se venger. Pour sa part, le représentant de l'Unicef en la circonstance, l'officier Geslet Bordes a fait savoir que ce lancement officiel va mobiliser plus de partenaires sur le terrain en vue d'apporter une réponse favorable à la situation précaire des enfants d'Haiti.

Jean Fritznel Lherisson

Assassinat de Jean Bernard Faubert

Dans la matinée du mercredi 11 novembre dernier, Jean Bernard Faubert âgé de 57 ans, un employé du consortium pétrolier haïtien dénommé Dinassa a été tué de plusieurs balles par des bandits non identifiés, à Thor au niveau de la route des Rails, située à Carrefour, une banlieue Sud de la capitale haïtienne. La victime était responsable de calibrage des camions-citernes, assurant l'approvisionnement des stations-services en produits pétroliers. Comme à l'accoutumée, la police de Carrefour a annoncé l'ouverture d'une enquête sur cet assassinat en vue de rechercher les auteurs intellectuels et matériels de ce forfait. Les funérailles de Jean Bernard Faubert ont été chantées le samedi 14 novembre et à cette occasion l'Association nationale de distributeurs des produits pétroliers (ANADIPP) a annoncé la fermeture de ses stations-services de six heures du matin à deux heures de l'après-midi.



Policier et employé de la Dinassa tentent de relever certains indices non loin du véhicule à bord duquel se trouvait Jean Bernard Faubert. (Photo:Watson Joseph/ Alertehaïti/11 novembre 2009)

Le harcèlement des Haïtiens en République Dominicaine. Faubert

Malgré de multiples protestations des organisations des droits de l'homme tant nationales qu'internationales, la violation des droits des Haïtiens continue à défrayer la chronique. Au début du mois de novembre 2009, des Haïtiens vivant en République Dominicaine étaient une fois de plus victimes d'agressions physiques de la part des Dominicains. Le mardi 10 novembre dernier, un Haïtien identifié par la Police dominicaine au nom de Fulcar Pierre Jean, âgé de 27 ans a été assassiné à coups de bâton et à l'arme blanche par des bandits dominicains non identifiés. Le cadavre ensanglanté de la victime a été jeté dans un canal de la municipalité de Villa Vasquez, dans la province de Montecristi au Nord-Ouest de la République Dominicaine, selon une dépêche de l'agence EFE. La victime était un résident de Villa Garcia.

Deux jours après, le jeudi 12 novembre, trois de nos compatriotes qui avaient émigrés en territoire voisin ont été tués et plusieurs autres blessés par des agresseurs dominicains. Selon l'agence EFE, la police locale dominicaine était impliquée directement dans ces attaques brutales contre les Haïtiens. Les noms des victimes n'ont pas été révélés jusqu'ici.

Yves Pierre-Louis

Route Cayes-Camp-Perrin, dédommagement incertain des victimes

Par Judex Durand

Ce dimanche 8 novembre 2009, à 10h30, à la salle de conférence du Complexe Administratif de Bas Camp, la mairie de Camp-Perrin et l'Initiative Citoyenne Camp-Perrin 2030 (ICCP 2030) avaient organisé une importante rencontre avec les représentants de la firme brésilienne OAS, responsable de la construction d'une partie de la route nationale, Cayes – Jérémie (Camp-Perrin / Kafou Zaboka). Etaient présents : des victimes de la construction de la route, des membres de l'ICCP 2030, les maires Bertin Augustin et Réguel Casséus, une représentante de MOFISCAP, l'Ingénieur Raynyer Noquiera et le journaliste José Antonio Dos Santos de l'OAS. Au menu : partager avec les deux entités sus indiquées les informations de première main relatives aux conditions de compensations aux riverains dont les propriétés (terrains, jardins, …) ont été atteintes et dont les maisons seront bientôt démolies et à la nouvelle trajectoire qu'empruntera la route Cance/Camp-Perrin, étant donné que celle de Camp-Perrin à Jérémie est déjà connue.

Le maire titulaire de Camp-Perrin, M. Bertin Augustin, dans son intervention, n'a pas caché sa frustration en exposant la situation de la population de la 2ème section qui est victime et qui continuera à être victime dans les jours qui viennent. Le premier citoyen de la commune, affirme que la compagnie OAS avait démarré les travaux sans l'autorisation de la mairie. Par contre, il y a des gens qui viennent d'ailleurs pour travailler dans la compagnie, tandis que les citoyens qui vivent dans la communauté ne trouvent aucune possibilité d'intégrer la compagnie. Ce qui est déjà un mauvais départ.

Les représentants de l'OAS ont fait savoir que tous les jardins et maisons qui se situent dans les limites de la route sont sous la responsabilité de la mission de contrôle, c'est le représentant du gouvernement haïtien, qui doit les dédommager. L'OAS va faire venir le responsable de cette mission le plus vite que possible pour rencontrer les victimes. L'OAS a pris sur sa responsabilité de payer des petits jardins, juste pour faciliter l'avancement des travaux. Toutefois, ça n'entre pas dans le contrat de l'OAS ; pour les dommages plus élevés c'est le gouvernement haïtien qui doit prendre ses responsabilités. L'ingénieur Raynyer Noquiera a demandé que la mairie de Camp-Perrin lui soumette une liste de personnes qu'on aura à embaucher à chaque fois qu'il y a demande sur le terrain. Il souhaite que les gens de la communauté arrêtent de poser des barricades et accordent leur collaboration pour faciliter l'avancement des travaux. Des démarches auprès du gouvernement vont être entreprises pour réhabiliter le système d'eau potable de Marceline, situé dans la deuxième section, endommagée par les matériels. Entre temps, la compagnie a mis un camion-citerne d'eau à la disposition de la population qui dépendait dudit système. Ce qui était imprévu dans le contrat.

Pour les engins lourds, les conducteurs doivent passer un test d'évaluation et s'ils ne sont pas qualifiés, on va chercher d'autres personnes en dehors de la commune. Nous avons besoin d'opérateurs très habiles, parce que les matériels sont très fragiles, a-t-il avancé.

En ce qui concerne la trajectoire de la route Cance / Camp-Perrin, c'est la mission de contrôle au niveau du gouvernement qui doit la spécifier à la société civile. C'est pourquoi, une commission composée de neuf membres, découlant du groupe des victimes, de l'ICCP 2030, de MOFISCAP et de la mairie, a été mise sur pied. Son mandat, c'est d'écrire une lettre à ladite mission de contrôle et à l'OAS pour mieux informer la communauté de la situation.

HUEH : Journées portes ouvertes sur les hémorroïdes

La direction générale et le Service de chirurgie de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH), en accord avec les agences pharmaceutiques du pays, organisent, du 9 au 27 novembre, des Journées portes ouvertes sur les hémorroïdes. Une initiative destinée, a-t-on appris, à informer sur cette maladie et à offrir un traitement à ceux qui en sont atteints.

« Cette initiative a été prise en raison d'un constat. En effet, plus d'une dizaine de patients viennent à l'hôpital quotidiennement pour des cas d'hémorroïdes », a expliqué le chirurgien Louis-Franck Télémaque. « Ce programme qui vise le grand public en général, le public médical en particulier, contient six composantes », a informé le chef du Service chirurgie de l'hôpital.

Les responsables projettent de contribuer à la formation des patients qui pourront visionner, entre autres, des films relatifs à la maladie. « Des spécialistes de la rectoscopie seront là pour effectuer des séances rectoscopiques pour les malades», a précisé M. Télémaque. Un congrès se déroulera du 16 au 23 novembre au cours duquel des spécialistes des hémorroïdes répondront aux questions relatives au traitement de la maladie. La dernière composante du programme est la vulgarisation des produits pharmaceutiques et médicaments disponibles pour le traitement des hémorroïdes.

Le responsable en a profité pour inviter les médecins pratiquants, les généralistes, les internistes, les chirurgiens et toux ceux qui sont intéressés par la question à participer à ces différentes activités. Les hémorroïdes, définies comme des veines dilatées qui se forment dans l'anus ou le rectum, apparaissent, suite à la détérioration des tissus qui contrôlent la sortie des selles. Les symptômes de l'hémorroïde sont connus : une sensation de brûlure, de démangeaison ou d'inconfort dans la région anale ; un saignement et une légère douleur au moment de la défécation ; la présence de protubérances sensibles à l'anus, pour les hémorroïdes externes ; la sensation que l'intérieur du rectum est enflé, pour les hémorroïdes internes ; un suintement de mucus par l'anus.



L'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH)

Les personnes à risque sont celles dont un proche parent souffre d'hémorroïdes et les femmes qui ont donné naissance à un enfant par accouchement vaginal.

À noter qu'il est recommandé, selon le Dr Winest Gourdet, de consulter un médecin sans tarder en cas de saignement anal, même s'il est peu intense. Ce symptôme peut être le signe d'un problème de santé plus grave.

Jerson Philippe

Législatives du 28 février 2010:

Le peuple sera-t-il toujours exclu?

Par Hervé Jean Michel

Les élections dans un pays comme Haïti devrait favoriser la participation populaire pour une véritable intégration. Depuis le coup d'Etat du 29 Février 2004, date qui marque profondément l'exclusion du peuple haïtien, le pays s'enlise dans une crise qui s'approfondit de plus en plus.

La récente publication par le Conseil Electoral Provisoire, précisément le 13 novembre écoulé, d'un calendrier électoral et l'arrêté présidentiel du 11 novembre, témoignent de la volonté délibérée de ces pouvoirs d'exclure les masses populaires, une fois de plus dans la course électorale. Pourquoi aller aussi vite, comme si le temps nous faisait la guerre, comme si réaliser des élections, de bonnes élections, reviendrait à faire vite, à court-circuiter le temps ? A lire le calendrier électoral, on a l'impression qu'on a affaire à un jeu pour enfants, un jeu qui consiste à se précipiter, à gagner par précipitation. Ce calendrier pousse à comprendre que les responsables du gouvernement et ceux du Conseil électoral ne comprennent pas le sens profond des élections et ce à quoi elles doivent aboutir. C'est une manière intelligente de manifester le jeu de l'exclusion, le jeu de tout donner aux puissants seigneurs de ce monde.

Le pire dans cette sorte de jeu, est que ces prétendues élections n'ont rien à voir avec la vie et les transformations qu'exige le peuple haïtien dans la mesure où ce sont les étrangers, les puissances de la mise sous tutelle d'Haïti qui passent leur commande pour la rondelette somme de 18 millions de dollars. En effet, le lundi 16 novembre à la Primature, un accord a été signé par le Premier ministre, Joseph Jean Max Bellerive et le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) représenté par Mme Kim Bolduc, pour le financement des élections de février et mars 2010.

18 millions de dollars seront déboursés par les pays tutélaires et 7 millions par le gouvernement haïtien. Certainement, ces commandeurs sont à la base de ce calendrier électoral et les magouilles à venir pour exclure les véritables candidats du peuple et du coup ce dernier. Et puis, ils diront qu'Haïti n'est pas sous tutelle ! Organiser des élections libres et crédibles en Haïti, revient à mettre en déroute le plan néolibéral



Le Premier ministre, Joseph Jean Max Bellerive et Mme Kim Bolduc du (PNUD) Programme des Nations-Unies pour le développement signant un accord pour le financement des élections de février et mars 2010.

pour la construction d'une économie répondant aux besoins du peuple haïtien. La raison pour laquelle les masses sont toujours écartées quand des élections-sélections sont organisées, est que l'agenda néolibérale doit être toujours appliqué pour conforter le grand capital en enrichissant les riches dans un monde où la misère, la maladie et la mort s'érigent en souveraines, réduisant la population mondiale par une sorte de sélection naturelle.

Depuis le coup d'Etat du 29 février 2004, le pays sombre dans la misère absolue, le mensonge se substituant à la vérité est devenu le pain quotidien pour décimer une population qui n'exige que le droit à vivre décemment dans son pays, traditionnellement revendicative, luttant pour se maintenir en vie. A l'instar de Max Mathurin, de Frantz Gérard Verret, Mr. Gaillot Dorsainvil, le nouveau président du CEP agira en fonction des intérêts des pays colonisateurs d'Haïti et de leurs laquais. Les revendications fondamentales et légitimes des masses populaires seront piétinées, refoulées, exclues. Tout le monde a vu comment le vote populaire a été rejeté lors des élections du 7 février 2006, pendant les législatives et les municipalités des dates suivantes. Toujours la même stratégie, même si les procédés pourront changer. L'idéal c'est toujours de maintenir le peuple et ses légitimes représentants hors de l'exercice du pouvoir. Que faire pour que ces prochaines élections soient libres, honnêtes et démocratiques ?

Gaillot Dorsainvil a solennellement déclaré : *« Les dates sont définitivement maintenues »*. Une certaine manière, prétendument intelligente d'écarter les véritables représentants du peuple, comme ça a toujours été le cas précédemment. Néanmoins, le peuple doit garder vigilance, tout en donnant des réponses précises à ces bureaucrates payés pour défendre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Le peuple a répondu par un bycott en règle des sénatoriales partielles du 19 avril et 21 juin 2009, quand le Conseil électoral de Verret a décidé d'exclure ses candidats. Cependant, les forces du statu quo, également forces du pouvoir de facto, n'ont pas rétracté, elles ont validé ces prétendues élections. Aujourd'hui la stratégie consiste à lutter du bec et des ongles pour participer à ces élections. Le peuple doit coûte que coûte participer, malgré les pièges qui seront tendus, malgré les vents dominants soufflant comme une tempête.

Quoi qu'il en soit, il doit se lancer dans la bataille, dans la mesure où sa vie, sa subsistance ne se résume qu'à la lutte. Lors des élections du 16 Décembre 1990, des contradictions pesaient lourdement, aujourd'hui des contradictions pèsent encore, mais le peuple puisera dans ses ressources pour les surmonter. Les élections prochaines mettront au prise les forces traditionnelles de l'argent et du pouvoir d'une part et d'autre part les masses populaires qui doivent se mobiliser avec leurs bulletins de vote pour déjouer les plans, les complots, les machinations. Ces masses ont montré leur maturité, une des évidences est la démonstration de forces dont elles ont su, démocratiquement, faire montre en bloquant le pays pour revendiquer leurs votes en faveur de René Garcia Préval, aujourd'hui président de la République d'Haïti. L'histoire n'est-elle pas réellement le lieu de la surprise !

De Lavaud à Grand-Goâve:

Que magouillait la Minustah ?

Par Hervé Jean Michel

Au matin du 10 novembre à une heure, la population de Grand-Goâve, précisément celle de Fauché, était demeurée en alerte. Elle surveillait des manœuvres inhabituelles des soldats des forces d'occupation de l'ONU qui transbordaient des boîtes d'un hélicoptère à un autre.

« Il était environ une (1) heure du matin, quand nous avons aperçu des Casques Bleus en train de transporter des boîtes blanches, dont le contenu nous semblait mystérieux, d'un hélicoptère à un autre. Nous avons observé en cachette et à distance cette opération nocturne pendant longtemps, lorsqu'aux environs de 5 heures du matin la population a enfin décidé de s'approcher du lieu d'atterrissage des hélicoptères pour mieux découvrir de quoi il s'agissait réellement. C'est à ce moment que les soldats ont ouvert le feu », a expliqué l'un des riverains. De la fusillade, il en est résulté un blessé, ayant reçu une balle au bras. Il a été soigné et mis hors de danger, après avoir été transporté à l'hôpital par des policiers de la PNH. Le blessé dont l'identité n'a pas été révélée, a déclaré que le projectile qui l'a atteint provenait de l'arme d'un Chilien connu sous le nom de Rodriguez.

Pourquoi ces soldats onusiens ont-ils fait feu sur une population en alerte, demeurée éveillée face à des choses insolites qui se déroulaient dans son giron ?

Ecoutons la porte-parole de la Minustah, Sophie Buteau De Lacombe, dans ses explications coutumières, « justifier » le comportement de ces soldats au-dessus de tout soupçon, couverts du manteau de l'impunité ! Ces soldats, a-t-elle précisé, s'entraînaient pour pouvoir mieux faire face aux multiples situations compliquées. Selon elle, ces prétendus entraînements de routine ne peuvent s'effectuer qu'à la faveur de la nuit.

« Au moment de cette opération de routine, les deux hélicoptères ont été contraints d'effectuer un atterrissage forcé à cause d'un problème technique auquel a fait face l'un d'eux. Le débarquement des boîtes blanches contenant de la nourriture et de l'eau dans l'hélicoptère tombé en panne, était nécessaire pour qu'il reprenne son vol ».

Voilà donc la version de la porte-parole des forces d'occupation, Sophie Buteau De Lacombe, qui eut à déclarer que le jeune homme qui a été blessé, l'était par une douille, quand les soldats ont été obligés de tirer en l'air pour évacuer la foule. Il a fallu donc pour ces soldats de la Minustah de tirer en l'air pour protéger des boîtes qui contenaient de la nourriture et de l'eau. Ces produits étaient tellement importants, qu'il fallait donc utiliser la violence pour empêcher que des « pillards » ne les dérobent !

Faute par Sophie Buteau De Lacombe de déclarer, solennellement, que *« la raison du plus fort est toujours la meilleure »*, la porte-parole use des subterfuges pour masquer l'évidence, bafouer le monde et se ridiculiser elle-même . Si ces soldats n'avaient rien à craindre et à cacher, pourquoi poussaient-ils leur hostilité jusqu'à utiliser leurs armes de guerre contre une population qui voulait simplement s'enquérir de cette présence impromptue sur les lieux, à une heure aussi indue ? Pourquoi cette même Sophie Buteau De Lacombe, faisait-elle allusion à une affaire de drogue qui hante l'imaginaire collectif haïtien ?

Cette allusion est insensée, dans la mesure où les soldats de l'ONU, en tant qu'éléments au service de la *« paix, de la stabilité et du développement d'Haïti »*, ne sauraient jamais penser à trafiquer de la drogue. Néanmoins, nul ne peut oublier le scandale-pillage des narcodollars à Lavaud, Port-de-Paix, le 12 novembre 2008, quand *« René Moïse alors substitut du commissaire du Gouvernement a.i près le Parquet du Tribunal de Première Instance de Port-de-Paix, avait conduit une perquisition au domicile de Alain Désir, trafiquant de drogue récemment arrêté à Lavaud, banlieue de la ville de Port-de-Paix puis déféré aux Etats-Unis d'Amérique pour répondre des accusations portées contre lui à la justice américaine »*.

Dans une ordonnance rendue le mardi 22 septembre 2009 par le juge d'Instruction près le Tribunal de Première Instance de Port-de-Paix, Me. Vinx Etienne, assisté du greffier Ulrick Lafrance, des noms ont été publiés ayant participé au scandale-pillage des millions de narcodollars à Lavaud. Il est certain, véritablement certain que la justice haïtienne dans son fonctionnement arbitraire, une justice au service des dominateurs, a couvert d'un voile d'impunité le scandale-pillage des narcodollars à Lavaud, Port-de-Paix.

Dans l'ordonnance, un nom est cité : Mangle Samson, comme l'un des pillards des narcodollars de Lavaud. Mangle Samson *« est un fonctionnaire des Nations-Unies en Haïti, détaché au commissariat départemental de Police du Nord-Ouest où il appuyait la Brigade de l'Unité Départementale du Maintien d'Ordre. Il se trouvait à Lavaud et a participé à toutes les phases de l'opération de 12 novembre 2008 à Lavaud. Attendu que Mangle Samson a des responsabilités dans le pillage de Lavaud, l'immunité n'efface pas la culpabilité, qu'au contraire, elle en appelle à des sanctions lorsque l'agent bénéficiaire outrepasse les fonctions ou agit sciemment en dehors du cadre de ses fonctions »*.

Suite à la page (16)

L'Exécutif convoque le peuple en ses comices

Par Yves Pierre-Louis

Par un arrêté présidentiel pris lors d'un Conseil des ministres tenu au Palais national le mercredi 11 novembre dernier, le président de la République, René Préval a décidé de convoquer en ses comices le peuple des neuf départements géographiques du pays, pour le dimanche 28 février 2010 aux fins de renouvellement d'un tiers du Sénat et de la Chambre des députés. Tandis que les élections pour le département du Centre auront lieu 3 jours plus tard, soit le mercredi 3 mars 2010. Selon l'arrêté présidentiel, ces élections auront précisément lieu pour 99 députés dans les circonscriptions respectives et 11 sénateurs dont 2 pour le département du Centre où les élections avaient été annulées, à cause de violence qui faisait rage lors des sénatoriales de 2009.

Pour ce Conseil électoral provisoire (CEP) énième version, dirigé cette fois-ci par le conseiller Gaillot Dorsainvil, représentant du secteur des handicapés, un budget d'une vingtaine de millions de dollars a été officiellement soumis à l'Exécutif et aux principaux bailleurs de fonds internationaux. De plus, le vendredi 13 novembre dernier, une réunion de travail s'est tenue au local du CEP avec tous les partis politiques impliqués dans le processus électoral. Les Conseillers électoraux ont soumis aux responsables des partis groupements, regroupements ou plateformes politiques le calendrier électoral qui a débuté avec l'enregistrement des partis politiques, ce lundi 16 novembre pour prendre fin le 22 mars 2010 avec la publication des résultats définitifs du premier tour. Voici donc les différentes étapes du processus électoral.

- 16 au 20 novembre 2009 : Enregistrement des partis, groupements et regroupements politiques.
- 24 novembre 2009 : Publication de la liste des partis agréés.
- 25 au 30 novembre 2009 : Inscription des candidats.
- 30 novembre au 9 décembre 2009 : Période de contestation des candidatures.
- 11 décembre 2009 : Publication de la liste des candidats agréés.
- 12 decembre2009 : Ouverture de la campagne électorale.
- 26 février 2010 : Fermeture de la campagne électorale.
- 28 février 2010 : Premier tour dans tous les départements, sauf le Centre.
- 3 mars 2010 : Premier tour dans le département du Centre.
- 8 mars 2010 : Résultats préliminaires.
- 11 au 22 mars 2010 : Contestations et traitement de contestations.
- 22 mars 2010 : Résultats définitifs du 1er tour.

Le parti Fanmi Lavalas s'était fait représenter par les 4 membres du Comité exécutif composé de : Maryse Narcisse, Lionel Etienne, Annette Auguste (Sò Ann) et Jacques Mathelier. Maryse Narcisse s'est dit confiante que Fanmi Lavalas irait aux élections pour reprendre le pouvoir et faciliter le retour de son représentant national forcé d'exiler en Afrique du Sud depuis plus de 5 ans.

Cave ne cadas!

Avertissement adressé à un homme politique oléagineux

Par Fanfan Latulipe

Le triomphe était une des plus grandes solennités de l'ancienne Rome, et la plus brillante récompense qu'elle accordât à ses généraux vainqueurs. Le triomphateur (*imperator*), vêtu d'une tunique de pourpre, couronné de lauriers, et tenant en main un sceptre d'ivoire surmonté d'un aigle, s'avançait sur un char doré, au milieu d'un long cortège de citoyens qui le saluaient de leurs cris d'allégresse. Immédiatement derrière le triomphateur, pour rabattre son orgueil, un esclave, portant une couronne d'or, mêlait sa voix aux acclamations et faisait entendre des chants moqueurs et des paroles satiriques. L'un de ces propos avertissait: *Cave ne cadas,* prends garde de tomber !

C'était dans la Rome antique. Dans la Rome d'un certain singulier petit pays, dans la Rome des terres glissées, dans la Rome moderne et port-au-princienne de René Préval, les triomphateurs doivent se garder de faire le grand panpan, de ne jamais crier la mariée trop belle. Ils doivent mettre beaucoup d'eau dans leur vin pour que les vapeurs Premier-ministérielles ne leur montent à la tête. Ils doivent marcher, comme disait ma grand-mère, sur leur treize *pou yo pa pile katòz*. Il leur est recommandé d'aller pianissimo, mollo, et même pas andantino, d'autant que le chef d'orchestre déteste que les musiciens de son Palais se laissent aller à des notes discordantes, voire qu'ils puissent tomber dans la cacophonie de velléités présidentielles. A bon triomphateur, et à bonne triomphatrice, salut.Je vous ai pris pas mal loin pour vous emmener tout près de ce Premier ministre-éclair, Jean-Max Bellerive qui, l'espace d'un cillement de Préval, est devenu en pas moins de quinze jours le compère général soleil du Parlement. Même, les arbres musiciens de l'auguste hémicycle parlementaire ont rivalisé d'accents symphoniques pour accueillir cet heureux élu tombé du ciel présidentiel. Un quotidien national habitué à la violente ambiance météorologique de ces deux dernières années a parlé de raz-de-marée suscité par la Déclaration de politique générale du Premier ministre parmi les députés et les sénateurs qui ont quasiment plébiscité le dernier né des magouilleux caprices du Prince Machiavel.

Bellerive n'est pas «un n'importe qui». Il n'est assurément pas né de la dernière pluie politicienne du pays. Homme des ondées du Conseil électoral provisoire vers 1999, aussi bien que des giboulées lavalassiennes ou des nordés dévastateurs du cyclone Latortue, le Premier ministre a connu bien des rives, nonobstant certaines dérives dans ses choix. Ainsi, selon une journaliste *dyòlalèlèz* de Montréal: «il a collaboré avec les gouvernements putschistes de Jean-Jacques Honorat et de Marc L. Bazin… Il a été chef de cabinet du Premier ministre Jean-Marie Chérestal, principal conseiller technique du Premier ministre Yvon Neptune. Sous le gouvernement de transition (*ndlr*. un euphémisme pour



Jean-Max Bellerive qui, l'espace d'un cillement de Préval, est devenu en pas moins de quinze jours le compère général soleil du Parlement.

gouvernement putschiste-GNBiste) il était coordonnateur de la Cellule de coordination et de suivi des politiques publiques (CCS), financé par le PNUD, rattaché au Bureau du Premier ministre Gérard Latortue» (Le Matin,17 novembre 2009) . Quand la chance qui passe avec Préval lui a fait une risette en 2006, il a embarqué au poste de ministre de la Planification, planifiant – on suppose – les visites de Ban Ki Moon, de Bill Clinton accompagné d'une nuée de sauterelles, pardon, d'investisseurs-suceurs de la sueur du peuple.

Rester ainsi en surface d'eaux troubles sans jamais se mélanger durablement à l'élément aqueux témoigne de qualités ou de propriétés relevant seulement de l'oléagineux. De là à dire que Bellerive est un homme tout de graisse, un homme-huile, il n'y a qu'un seul pas vite franchi par Radio France Internationale (RFI) qui n'a pas hésité à raconter que «*en Haïti, certains le comparent à de l'huile sur l'eau*». On a toujours su que « Si le Matin le dit, c'est vrai», alors pourquoi RFI ne dirait-elle pas vrai aussi ? Combien de temps le Premier ministre pourra-t-il rester en surface des turbulences aqueuses de Préval, il faut se le demander, d'autant qu'au terme d'un si long parcours politique sans égratignure apparente, il fait figure de triomphateur, d'*imperator* dans la Rome moderne de Préval.

Un proverbe haïtien dit que *jou malè, lèt kaye andwa kase tèt ou*. Quel est donc ce lait caillé qui dans l'ombre, dans les couloirs ténébreux de la présidence peut déjà viser la tête de Bellerive ? Un autre proverbe haïtien dit que *jou malè wanga pa sèvi*. Au su des expériences qu'ont vécues Jacques Edouard Alexis et Michèle Pierre-Louis, il faudrait soupçonner que pour Bellerive son *alea*, son sort, est peut-être déjà *jacta*, est déjà jeté, car les *wanga* dont il s'est bardé au cours de ces dernières années de faufilage à travers les mailles du *chen manje chen* politicien haïtien ne prévaudront pas contre les sautes d'humeur wangaticides du premier wangataire, pardon, mandataire de la nation.

Ce n'est pas par fantaisie trois-feuillantes, encore moins par quelque tendance superstitieuse, que j'ai fait ce plongeon jusqu'aux trois racines de notre culture peuplée de *zonbi*, de *baka*, de *lougarou* et de *wanga*. Assurément pas. J'ai seulement interprété certains signes du Zodiaque parlementaire. Lors de la déclaration de politique générale du Premier ministre Jean-Max Bellerive, de sibyllines déclarations ne m'ont pas échappé malgré ce raz-de-marée parlementaire dont s'est fait l'écho un des «grands» quotidiens d'Haïti. En effet il est rapporté que le sénateur Youri Latortue faisant allusion à ce qu'il considère être la mauvaise gestion économique des prédécesseurs de l'actuel Premier ministre a eu à dire, et même prédire :« *Si Jean-Max Bellerive continue dans la même lignée ce sera un échec*».

Plus glaçante et frissonnante est la formulation, mathématique, j'ose dire, du député Jean Marcel Lumérant :«*Jamais deux sans trois*». Le député Choltzer Chancy, pour sa part a averti Monsieur le Premier ministre que «*de sa Déclaration de politique générale, découleraient, peut-être un an plus tard, les motifs de son interpellation*». Pourquoi cette anticipation ? *Ki sa l konnen*, que sait-il de souterrain ? Est-ce déjà miner le terrain du Premier ? Enfonçant le couteau dans la plaie anticipatrice, le questeur de la Chambre basse s'est abaissé à «*souhaiter que si ce moment arrive, le nouveau chef de gouvernement n'aura pas à prendre prétexte de contraintes, mais plutôt à présenter son bilan*».

Le Zodiaque à Montréal, par le truchement de la journaliste *dyòlalèlèz* Nancy Roc, s'est inquiété :«*M. Bellerive, pourra-t-il faire face au terrain miné par le président* ?» Venant d'une GNBiste patentée, cette inquiétude a de quoi faire frissonner les plus braves. Cette ruseuse de journaliste jouant à l'innocent avance que «*Bellerive va donc devoir prouver le sérieux de son gouvernement en nous éclairant immédiatement sur l'utilisation des 197 millions de dollars de fonds d'urgence*», comme si elle ne savait pas que «*les dés sont jetés*» depuis Madame Pierre-Louis. Et contrairement à ce qu'elle prétend : tout est déjà joué. En effet, la communauté internationale sait bien qu'avec Bellerive, l'huile des 197 millions va continuer à flotter sur l'eau des magouilles ministérielles dont le Premier ministre était lui-même familier lorsqu'il faisait partie du cabinet de Madame. *Chat konnen, rat konnen, barik 197 milyon an déjà fin separe.*



Nancy Roc, cette ruseuse de journaliste jouant à l'innocent avance que «Bellerive va donc devoir prouver le sérieux de son gouvernement en nous éclairant immédiatement sur l'utilisation des 197 millions de dollars de fonds d'urgence»

Continuant sur sa lancée journalistique, la *ruzèz* de Montréal qui n'avait jamais rien trouvé à redire de l'écoeurante gabegie pendant ce honteux «gouvernement de transition» qu'elle avait sans doute appelé de ses vœux, clame que «*La transparence est désormais de rigueur. Le Premier ministre parviendra-t-il à mettre un terme à la corruption et aux manipulations du pouvoir présidentiel traditionnel* ?» Comme si Bellerive, l'oléagineux qui a manœuvré pour ne pas trop se salir dans les eaux méphitiques qu'il a déjà traversées, allait, par magie, mettre un terme à des pratiques dont il a été longtemps partie prenante ou partie reniflante. Dernier signe du Zodiaque montréalais : soupçonnant fortement un coup bas dont ses pareils GNBistes sont coutumiers, la ruseuse se demande, sur un ton presque prémonitoire, à propos de Bellerive : «*sera-t-il tout simplement éjecté comme les autres*?». Est-elle dans le secret des méandres ténébreux de la pensée vagabonde du président Préval ?

Alors, Bellerive, surveille tes os. *Cave ne cadas,* prends garde de tomber ! *Zo granmounn pa pran.*

Militan pati Fizyon Sosyodemokrat yo mande chanjman nan tèt pati a

Lendi 16 novanm 2009 la, yon santèn militan pati Fizyon Sosyodemokrat yo te bay yon konferans pou laprès nan lokal pati a ki chita zòn Tijo, pou reklame chanjman nan direksyon pati a. Daprè militan sa yo, manm direksyon an kouwè : Victor Benoît, Micha Gaillard, Serges Gilles, Rosemond Pradel elatriye, refize pou kongrè a fèt pou vote nouvo dirijan. Depi nan mwa oktòb pou kongrè a te fèt, mesye sa yo fè kont magouy yo pou kongrè a pa fèt, yo fè dilatwa jiskaske eleksyon yo pral rive pou yo ka di kongrè a pa posib. Se nan sans sa menm militan pati a pran responsabilite l devan listwa pou l di: « Aba diktati, Viv demokrasi »

Prezidan komisyon jenès la nan pati a, Julio Pierre te bay plis detay sou kriz ki eklate nan pati a, nan yon moman kote dirijan pati a ap fè presyon sou pouvwa anplas la pou negosye ak yo sou zafè eleksyon yo. *« Kòm kongrè a se moman ki pi enpòtan nan lavi yon pati politik, kote gen demokrasi entèn, transparans ak ouvèti, ki pèmèt pati a efikas e efisyan. Lè n konsidere pati a dwe al patisipe nan pwochen kous elektoral yo, men pa ak pikan nan pye l. Lè n konsidere daprè estati pati a gwo desizyon yo dwe pran ansanm nan yon kongrè, men se pa yon sèl moun ki pou deside pou kò l. Lè n konsidere dwe gen altènans nan pati a pou gen yon nouvo lidèchip ki degaje pou ka gen emèjans de nouvo lidè. Men gen bann zago loray ki kanpe an pikan kwenna pou bagay sa yo pa reyalize. Lè n sonje pwosesis kongrè a te byen demare pou n te bay popilasyon an yon lòt pèsepsyon de yon pati politik modèn nan peyi a kote gen aplikasyon demokrasi entèn anndan yon pati. Lè n konsidere sa fè 2zan 7mwa depi pati a te dwe genyen yon lòt komite direktè nan tèt li, men jis kounye a yon komite defakto ap jere san transparans. Lè n rekonèt kongrè a ka rezoud tout pwoblèm pati a ap konfwonte e gen yon bann dirijan ki deside kanpe kongrè a, paske yo te vle enfliyanse chwa delege kominal ak depatmantal yo ki se yon menas pou demokrasi anndan pati a epi vle enstore diktati. Noumenm militan, nou di sa pap pase. Se poutèt sa nou mande:*


2 manm Fizyon, pati Victor Benoît a, Pédrica St-Jean (adwat) ak Julio Pierre nan yon konferans pou laprès nan lokal pati a

Demisyon prese prese direksyon defakto a nan 24 trè tan.

Fòmasyon yon komite Had hoc ki pou konvoke kòdinasyon nasyonal la ki se dezyèm ògàn deliberasyon desizyon daprè chapit 5, atik 14 nan estati a.»

Aba Satan kontinye ap mande restitisyon ak reparasyon

Pandan Lafrans, ansyen pisans kolonyal Ayiti, ap egzije ekstradisyon yon sitwayen ayisyen, Amaral Duclona, lapolis dominiken te arete, Kowalisyon Solèy an Aksyon baz Fanmi Lavalas (Aba Satan) ap kontinye seri mobilizasyon yo pou egzije Lafrans restitye Ayiti lajan li te fòse ansyen dirijan nou yo ba li pou l te rekonèt endepandans peyi a e repare tout dega yo te fè sou popilasyon an. Sou dezyèm manda prezidan Aristide la nan lane 2001-2004, lajan dedomajman sa a te evalye a plis pase 21 milya dola vèt. Pou fòse Lafrans renmèt lajan sa a, menmjan sa te fèt pou anpil lòt peyi li te kolonize, Aba Satan te deklannche yon seri mobilizasyon depi nan mwa septanm. Chak mwa Aba Satan òganize 2 sitin devan anbasad Lafrans genyen nan peyi Dayiti pou mande l remèt nou lajan sa a.

Madi 10 novanm 2009 la, yon lòt fwa, Aba Satan te òganize yon sitin devan lokal anbasad Lafrans lan non sèlman pou fòse Lafrans remèt lajan sa a, men denonse tout trèt yo, sousou yo, restavèk yo ki bò kote Lafrans, nan fè koudeta-kidnapin kont prezidan Aristide, yon fason pou Lafrans pa remèt Ayiti lajan sa a. Responsab Aba Satan yo, Getro Etienne ki se kòdonatè ak Philistin Tony pòtpawòl la, fè konnen y ap kontinye mobilize pou mande retou fizik prezidan Jean Bertrand Aristide epi jiskaske Lafrans restitye ak dedomaje Ayiti pou tout tò yo te fè l pandan e aprè endepandans lan.

Pandan sitiyasyon an ap degrade chak jou, chomaj, lamizè, grangou, pa genyen ase lekòl ak lopital, pa genyen ase wout, anviwonnman peyi a ap degrade, agrikilti peyi a ap fè bak. Ayiti bezwen yon leta serye, pwogresis k ap travay nan enterè pèp la konsa lajan sa a va sèvi pou devlope peyi a. Si Ayiti ta jwenn lajan sa a dirijan nou yo ta sispann al pote bòl yo devan sa yo rele bayèdefon yo ki pa janm sispann pase yo nan betiz nan fè yo filalang ak ti bouda monnen yo di y ap bay. Sa k pi grav la, lè yo resi rive bay tikòb la, ki se yon kado ki chaje ak pwazon ladan l, yo pran pifò ladan l retounen lakay yo. Donk ak 21 milya dola sa a, Ayiti ta pran chimen devlopman toutbonvre.

Yves Pierre-Louis

Etidyan yo reprann mobilizasyon yo

Mèkredi 11 novanm lan, plizyè santèn etidyan ki te sòti nan divès Fakilte nan Invèsite Leta a, kouwè: Medsin, Etnoloji, Syanzimèn, Ekòl Nòmal Siperyè, IERA elatriye, te òganize yon lòt fwa ankò, yon gwo kokennchenn manifestasyon pou fè otorite peyi a tande revandikasyon yo ki se depa manm rektora UEH la, depa dekana Fakilte Medsin ak Famasi a, retire ajan PNH yo nan Fakilte medsin lan, bonjan refòm nan invèsite a. Manifestasyon an te demare devan Fakilte Medsin lan, pase nan divès ri nan kapital la. Pandan pakou yo a, etidyan yo te pote yon bandwòl kote yo te make nan 2 pwent li : «UN NON, Invèsite a pap privatize. ».

Etidyan yo fè konnen li pa posib pou responsab invèsite a ki la jounen jodi a, ki pa menm kapab jwenn yon solisyon ak kriz sa k ap boulvèse invèsite a anjeneral e Fakilte medsin lan an patikilye depi plis pase 8 mwa, transfòme Fakilte a an komisarya polis. Daprè etidyan yo, fòk responsab yo retire polisye yo nan Fakilte a pou etidyan yo ka jwenn espas la pou yo reflechi. Etidyan yo fè konnen y ap rete mobilize pandan y ap kontinye sansibilize lòt kanmarad yo ak lòt sektè nan sosyete a pou pote kole ak yo jiskaske revandikasyon yo satisfè.

Nan sans sa a kèk etidyan te bay opinyon yo sou sa ki te pase devan lokal Fakilte Etnoloji a aprè manifestasyon an : «*Se pandan etidyan yo t ap manifeste devan Fakilte a, Minista vin pote boure sou etidyan yo, etidyan yo bò kote pa yo te kouri antre nan Fakilte, e yo te replike ak mwayen yo te genyen. Se te pwovokasyon lapolis ak fòs represiv Loni yo ki te pouse etidyan yo reyaji pou yo te kapab pwoteje tèt yo. Donk nou menm nou te oblije rantre andedan Fakilte a pou n te kapab sove tèt nou. Nou t ap fè manifestasyon sa a pou n te pote solidarite nou ak etidyan Fakilte medsin yo ki pa janm ka reprann aktivite akademik yo, kote se lapolis ki okipe lokal la epi transfòme l an yon veritab makrèl chak swa.*

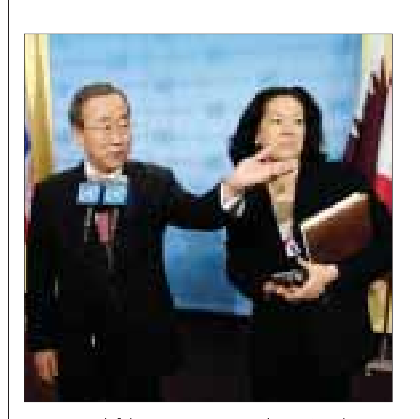
Donk nou mobilize la jounen jodi a kont bagay sa yo ak tout lòt pwoblèm k ap boulvèse Invèsite Leta Dayiti a. Revandikasyon nou yo se : depa dekana Fakilte medsin lan, depa 3 manm rektora UEH la, Vernet Henry, Wilson Laleau ak Fritz Deshommes, paske moun sa yo pa kredib, yo pa genyen moral pou yo rete nan tèt Invèsite Leta a. Se yon bann dirijan k ap touche lajan Leta epi ap fòme moun tèt anba, nou di NON a bagay sa yo. Invèsite a ta dwe yon zouti pou amelyore sitiyasyon moun ki pi pòv yo nan sosyete a. Li ta dwe yon zouti pou chache solisyon ak pil ak pakèt pwoblèm k ap boulvèse sosyete a epi pote yon chanjman nan sosyete a.

Nou mande tou yon plan refòm pou invèsite a kote ki dwe genyen yon mwayen pou etidyan yo fè rechèch kòm sa dwa, mete kafeterya pou etidyan yo, mwayen transpò, elatriye. Moun sa yo pa kapab, yo dwe ale, yo tèlman pa kapab, se lapolis ak sòlda fòs okipasyon Loni yo mete pou vin bat etidyan yo, tire sou yo. Nou menm etidyan ki mobilize la a jounen jodi a se yon minorite aktiv, menm jan ak yon minorite aktiv ki te fè revolisyon kibèn ak revolisyon ayisyèn la. »

Entèvansyon sovaj Lapolis Nasyonal Dayiti ak fòs okipasyon Loni yo te lakòz plizyè vit machin te kraze, pami yo te genyen machin senatè Nòdwès la, Evalière Beauplan. Senatè a fè konnen si se te youn nan moun li yo ki te pran kout wòch, ki te blese, oubyen mouri, li t ap rantre nan Fakilte a ak zam li pou l te koresponn ak etidyan yo. An menm tan, li mande etidyan yo chache chimen dyalòg pou rezoud pwoblèm yo. Senatè a genlè bliye depi kilè etidyan yo ap plenyen, fè denonsyasyon, fè manifestasyon, responsab dekana yo, rektora yo, pouvwa santral la pa janm fè anyen pou satisfè revandikasyon etidyan yo. Prezidan Préval te fòme yon komite fasilitasyon pou chèche yon solisyon a kriz la nan Invèsite Leta a, olye li degaje kèk pèspektiv solisyon se gaz li vin lage sou dife a. Se sa k fè etidyan nan 3 Fakilte sa yo, Medsin, Syanzimèn ak Etnoloji, kote etidyan yo pi aktif nan pwosesis chanjman an, deja deklannche yon seri mobilizasyon pou fòse otorite yo satisfè revandikasyon ki marye ak revandikasyon tout sosyete a.

Yves Pierre-Louis

Michèle Montas pran pansyon li !


Michèle Montas (adwat) ak Ban Ki-moon

Nan yon kominike pou laprès, jounen madi 17 novanm lan, Sekretè jeneral LONi an, Ban Ki-Moon fè konnen, jounalis Ayisyen Madan Michèle Montas pa potpawòl li ankò. Se Martin Nesirky ki ranplase li.

Li fè konnen tou Michèle Montas ki te nan dyòb la depi 1ye janvye 2007 rive lè pou l pran pansyon li nan fen mwa novanm 2009 lan .

M ap tou pwofite raple nou tou, Michèle se madanm jounalis Jean Dominique, asasen te touye yon granmaten jou 3 avril 2000, nan lakou radyo Ayiti Entè.

« Le pays le plus pauvre de l'hémisphère »: une description inappropriée d'Haïti

Par Jackson Rateau

Cinq cents ans de pillage

Après son projet terroriste et macabre baptisé '*Repartimientos*' en 1498, dont l'objectif fût la distribution des indiens comme du bétail, le sadique Christophe Colomb fût remplacé par son égal en cruauté,Bobadilla, qui arriva dans le nouveau monde en 1949.

S'étant établi à Santo Domingo comme Intendant suprême de justice, le nouveau maître garda de manière encore plus viscérale le statu quo d'esclavage des Indiens, ceci avec la férocité la plus cruelle, en exploitant à outrance les mines d'or. Sa cruauté à l'endroit des aborigènes, trop innocents, était telle que le roi Ferdinand et la reine Isabelle fûrent obligés de le rappeler et de le remplacer par un certain Nicolas Ovando qui, lui, arriva à Santo Domingo le 15 avril 1502.

Bobadilla repartit pour l'Espagne avec une flotte de 21 navires surchargés de lingots d'or, de grains d'or et de 3600 écus d'or.

Au cours de la période coloniale française, allant de 1630 à 1803, ce fût l'exploitation la plus avide, l'exploitation jusqu'à l'usure de notre terre. L'île de Saint-Domingue était tellement florissante et productive qu'on la surnommait 'La perle des Antilles'. De toutes les colonies françaises existantes à l'époque, elle était la plus prospère. D'après plusieurs écrivains français qui vécurent à cette période, l'exportation générale des denrées de Saint-Domingue vers la France et l'Angleterre en 1789 s'élevait à 200 millions de livres d'or, valeur estimée aujourd'hui à plus de 800 milliards de dollars. En 1825, sous le gouvernement de Jean Pierre Boyer, Haïti fût contrainte de payer à la France 150 millions de francs, dont la valeur actuelle est de 43 milliards de dollars, en guise de reconnaissance pour son indépendance et de surcroît, une sorte d'indemnisation des biens laissés par les anciens colons.

Rappelons qu'Haïti ait été la proie de 3 occupations américaines en moins d'un siècle. Mais celle de 19 ans de 1915 à 1934, reste encore une tragique catastrophe pour le pays. Pendant, ces 19 ans de contrôle excessif, jamais un haïtien n'a été à la direction du service des douanes de notre République. Toutes les réserves bancaires du pays en or, fûrent emportées par la National City Bank. Smedley Butler, un ancien général retraité de l'infanterie de l'armée américaine eût à dire un jour : « *J'ai été un tueur à gages au service du capitalisme. Par exemple, en 1914, j'ai aidé à ce que Haïti et Cuba devinrent des lieux convenables pour le recouvrement de rentes pour la Nationale City Bank…* »

Des recherches dignes de foi nous ont appris que l'or extrait des mines d'Haïti depuis l'époque des escrocs espagnols (Colomb, Bobadilla, Ovando) il y a de cela 5 siècles, représentait les meilleures réserves de la richesse espagnole.

Travailler constamment l'imagination pour atteindre la richesse

La richesse d'un pays se construit par l'éducation de ses hommes, et c'est ce qui va engendrer une pyramide de ressources humaines, véritable force vive. Mais, il est essentiel de cultiver et de conserver ces ressources. Il faut savoir constituer ce que l'on pourrait appeler une superstructure ayant pour tache de grouper les 10 ou 12 millions d'haïtiens autour d'une même idée, du moins d'une même idéologie.

La richesse d'un pays est ainsi faite : dénombrer ou recenser par voies et moyens toutes formules pouvant contribuer à amasser ce que l'on possède en terme de ressources disponibles. Cette richesse serait équitablement partagée sans distinction à tous les fils, toutes les filles de cette terre qui est leur.

Le pays le plus pauvre avec ses richesses en sommeil

Toute la vie d'un peuple se trouve dans la partie de terre sur laquelle il vit. Et par conséquent, tout état responsable oriente, prospecte, cherche pour finalement détecter où se localisent les différentes sources de richesses de son pays et comment les exploiter. Il faut avoir toujours l'esprit au travail : penser, imaginer jusqu'à finir par matérialiser les conceptions et les idées. La vie n'est jamais facile à saisir, c'est le pouvoir de création qu'on a en soi qu'il faut toujours dynamiser.

Partout dans le monde, pour minimiser ou ignorer Haïti, on l'a surnommée le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental. Certains vont jusqu'à dire qu'elle n'a que du soleil et des mendiants. Pourtant Haïti aurait pu échapper à ces calomnies malveillantes si seulement elle avait eu un état issu de ses propres entrailles et qui, naturellement, l'aimait et voulait travailler de bon gré à son bonheur.

Imaginer que nous les expatriés Haïtiens vivant à New York, nous orientions une démarche jusque dans les offices de l'Education Combite au Québec, Canada, dans le but d'entrer en possession de la nouvelle carte géographique d'Haïti. Cette carte révèle de manière très explicite certaines ressources minières du pays avec leurs localisations respectives. Toutes les mines n'y étant pas figurées, le pétrole par exemple. Mais quand même, une masse de richesses reste jusqu'ici endormie dans le pays le plus pauvre.

Jan enfômasyon yo sòti sou kat la, nou kapab di kochon an gen menm twòp grès pou l kwit tèt li.

Les gisements et leurs localisations

Au lieu de procéder par ordre alphabétique, comme il figure sur la carte, procédons par ordre de quantité :

1. La bauxite.

Elle est un composé chimique du nom d''alumine' de formule Al_2O_3, suivant une proportion de 2 atomes d'aluminium pour 3 atomes d'oxygène. Vue son importance dans l'industrie, à cause de sa malléabilité, sa ductilité, sa plasticité, sa conductibilité, ses propriétés électriques ou thermiques très élevées, elle est très largement utilisée sur le marché mondial, surtout dans la fabrication des appareils volants.

Outre la bauxite de Paillant, à moitié exploitée par l'entreprise Reynolds Mining Co dans les années 60, d'autres gisements se trouvent être localisés dans 17 endroits



Cette carte, est elle fictive ? Peut être c'est ce que diront les dirigeants d'Haïti et nos compatriotes « Saint Thomas ». Car des gisements d'or ont été repérés dans 6 localisations sur l'ensemble du territoire de la République d'Haïti

différents sur l'ensembles du territoire, ainsi énumérés : Dame Marie, Jérémie, les Irois, Les Cayemites, Corail, Grande Anse (Département de la Grande Anse) Petite Rivière de Nippes (Nippes), La Vallée de Jacmel, Cayes Jacmel, Marigot, Thiotte (Sud est) Kenskoff, Anse à Galet, Fond-Verettes (Ouest), Saint Marc, Gonaïves et Gros Morne (L'Artibonite).

2. Le cuivre.



Comme l'indique la carte, d'autres gisements de bauxite se trouvent être localisés dans 17 endroits différents sur l'ensemble du territoire haïtien

Le cuivre, de formule chimique Cu, est d'un usage planétaire par le fait qu'il possède une excellente conductivité thermique. Pour cette propriété de bon conducteur de la chaleur, on l'utilise dans la fabrication des chaudières, d'échangeurs de chaleur, d'ustensiles de cuisine etc. Etant aussi bon conducteur de l'électricité, on l'utilise dans la fabrication des câbles électriques, bobinage, contacteurs etc.

Les prospections ont repéré des gisements dans 10 endroits ainsi énumérés sur l'ensemble du territoire: Saint Michel de l'Atalaye, Gros Morne (L'Artibonite), Grande Rivière du Nord, Plaine du Nord, Limbé, Bas Limbé (Nord), Chansonne, Port de Paix, Jean Rabel (Nord ouest).

3. L'Or.

L'or, de formule chimique Au, est le plus précieux des métaux du fait de son éclat et de son inaltérabilité. Il est très dense. De tous le métaux, il est le plus ductile et le plus malléable. A cause de sa très forte valeur monétaire, on l'utilise dans les grandes banques du monde comme réserve équivalente aux actifs monétaires de n'importe quel pays. Par ailleurs, il est utilisé en orfèvrerie (parure, ornement), passementerie, dorure. Il est aussi utilisé en électricité et dans l'industrie aérospatiale. L'or se vend par once sur le marché mondial et industriel. Sa valeur marchande actuelle avoisine les 2000 dollars l'once.

Ces gisements d'or ont été repérés dans 6 localisations sur l'ensemble du territoire de la République d'Haïti dont : Cerca La Source (Plateau Central), Mont Organisé, Valière, Perches, Ouanaminthe (Nord est), Terre Neuve (L'Artibonite).

4. L'Argent.

Ce métal blanc et brillant, de formule chimique Ag, coexiste avec l'or comme monnaie. Il se trouve seulement dans deux localisations en Haïti : Terre Neuve (L'Artibonite) et Grande Rivière du Nord (Nord).

Espoir d'un lendemain meilleur

Cette carte, est elle fictive ? Peut être c'est ce que diront les dirigeants d'Haïti et nos compatriotes « Saint Thomas ».

Je suis d'origine paysanne et j'ai vécu dans un hameau de l'arrière pays (Trévan, dans la 5e section communale de Crête Brûlée, Mirebalais, département du Centre) jusqu'à l'âge de 12 ans. En outre, j'ai passé 13 ans à professer mon métier de génie civil dans différentes provinces du pays. J'ai connu et vu la pauvreté la plus abjecte qu'une personne puisse vivre, alors que le pays débordant en richesses inestimables regarde se enfants se vautrer dans la misère, le désespoir avec une espérance de vie la plus précaire de toute la terre (47 ans).

Ça fait des années, presqu'une centaine, depuis qu' un climat de servitude règne en République Dominicaine où sont victimes nos compatriotes, travaillant pour les usines sucrières nord américaines et dans les champs, recevant des traitements pires que des bêtes de somme. Ces traitements et ces massacres d'Haïtiens qui ont été ou qui sont encore commanditées par des hommes au pouvoir, des gouvernements et des civils en territoire avoisinant, constituent des menaces des plus terribles pour l'existence de notre Nation.

Si rien n'est fait pour contenir ces exilés volontaires pour les exempter de ce climat de terreur dont ils sont victimes chaque jour que Dieu fait naître, alors que nos couches souterraines débordent de richesses, immanquablement, nous continuerons à être les derniers parmi les gens les moins intelligents de la terre, toujours privés de ce chromosome comme le prétendent les Blancs.

Depuis le gouvernement de Dessalines d'une courte durée (2 ans), tous les dirigeants d'Haïti qui se sont succédé n'ont été que des sinécures, passant leurs temps à chauffer le « fauteuil », nageant dans la corruption. Ils se plaignent à tout vent, se promènent à travers le monde, sébile tendue en quémandant. Mais penser, réfléchir, chercher où se trouvent les richesses du pays, c'est trop leur demander. La meilleure formule pour eux de faire fonctionner cette République, c'est de la retourner aux colonisateurs et de surcroît les encenser pour mériter leur bonne grâce, alors que ces voraces n'ont jamais eu cesse d'incarner leur haine implacable à l'endroit de nos ancêtres qui ont libéré cette patrie au prix de leur sang,

Il faut être incompétent ou inculte au superlatif pour ne pas être à même d'être capable d'exploiter ce qu'on a. Tout peut se faire si l'on se donne la peine d'y penser.

Quelqu'un doit émerger pour prendre de façon responsable la direction de ce pays. Si nous travaillons volontiers à mettre sur pied un énorme chantier, nous exploiterons toutes ces richesses de notre sol. Alors seulement, ce pays qui est nôtre pourra se transformer en un véritable paradis où ses enfants seront heureux et fiers d'y vivre, sans penser à aller s'exposer ailleurs à la recherche de leurs pains. Mais si au contraire nous continuons à nous complaire avec ces irresponsables dirigeants, Haïti notre mère à tous restera toute sa vie gardant dans ses entrailles ses richesses inexploitées pour rester condamnés à nous plaindre éternellement comme Délira dans 'Gouverneurs de la Rosée: « *Nous mourrons tous* ».

René Préval revient vers Lavalas

Attention! Danger. Gare au marché des dupes

Par Guerby Dujour

Comme nous l'avions signalé dans un précédent article, bazarder l'ex-Première ministre Michelle D. Pierre Louis participait d'emblée d'une vaste opération de mise en place pour légitimer un autre coup fourré électoral, cette fois-ci plus indigeste comparativement à celui auquel nous avons assisté en 2009, ayant permis d'installer au sénat de la république une dizaine de sinécuristes sans manière ni décorum. Nous avions eu à souligner également que ce n'était pas sans raison que le chef de l'Etat avait déclaré, lors d'un rassemblement politique à l'ancien ranch de la Croix-des-Bouquets qu'il reste lavalas. Expression qu'il avait proscrite de son vocabulaire depuis son retour au pouvoir en 2006. De ce fait, il savait où il allait venir. Il préparait sciemment l'opinion nationale à ce qu'on ne se lasse de claironner depuis l'installation du nouveau gouvernement à savoir que lavalas mène le jeu et le contentieux, s'il y en a eu entre Préval et lavalas, est définitivement vidé. Il suffit de lire des dépêches y afférentes pour comprendre que l'idée fait bien sa route.

La présence de Yves Cristallin et de Marjorie Michel au sein de l'actuelle équipe gouvernementale constitue le gâchis de cette campagne dont l'objectif premier est d'associer le secteur politique lavalas aux manoeuvres politiciennes d'un René Préval qui semble détenir un doctorat dans l'art d'avilir les gens pour obtenir ce qu'il convoite. Voyons le groupe CPP à la chambre des députés pour une meilleure compréhension de notre approche.

Après quatre ans de lune de miel avec les putschistes du 29 février 2004 au mépris des revendications des masses qui l'avaient reconduit au pouvoir sous la mitraille des forces néofascistes locales et internationales, le voici, notre cher Préval, se croyant effectivement intelligent comme on s'acharne à le répéter, qui s'imagine pouvoir jeter de la poudre aux yeux des déshérités, des éternels exploités des bidonvilles. Vers la fin du mois d'octobre, des rumeurs persistantes avaient éventé l'idée que Mr Préval planifiait la création d'une large plateforme politique qui drainerait toutes les tendances idéologiques confondues de l'échiquier dans le cadre des prochaines élections. Le talon d'Achille de cette démarche serait la sauvegarde de la stabilité qu'il prétend avoir construite durant ces dernières années en vue de continuer à changer l'image dégradante du pays à l'extérieur et de maintenir la perception quant à une Haiti prête à recevoir l'investissement étranger.

Confronté à des difficultés énormes pour construire cet idéal pour avoir roulé trop de secteurs, il aurait tourné casaque momentanément en attendant de ravoir lavalas dans sa valise. Coincé et ayant bien appris la leçon de Fanmi Lavalas lors du chienlit électoral du mois de mai qu'il avait boycotté sans l'ombre d'un doute, René Préval a dû aller revoir ses notes. Ainsi sa formule à peine inventée a été d'attribuer deux postes ministériels à des figures proches de Fanmi Lavalas pour attirer la foule et convaincre celle-ci quant à l' idée que tout rentrerait dans l'ordre et qu'il n'y aurait pas anguille sous roche. Sachant qu'il a réussi son coup de maître, il s'est empressé de convoquer le peuple en ses comices pour le 28 février dans le cadre des prochaines joutes pour renouveler la chambre des députés et un tiers du sénat etc…Donc il prépare une journée électorale réussie avec une large participation. Et c'est là que la boucle serait bouclée. Une large participation certes, mais avec des résultats taillés sur mesure par un CEP asservi par Mr Préval qui remporte la palme dans l'art de réaliser des élections controversées. En clair, lavalas participerait pour légitimer un coup fourré électoral au profit du camp politique de Préval, le grand nageur.




La présence de Yves Cristallin et de Marjorie Michel au sein de l'actuelle équipe gouvernementale constitue le gâchis de cette campagne dont l'objectif premier est d'associer le secteur politique lavalas aux manoeuvres politiciennes d'un René Préval

Bien fous ceux qui croient que l'internationale y verrait un inconvénient dans un pays qu'elle contrôle à travers un président acquis à sa cause et une force d'occupation armée jusqu'aux dents. Des exemples de cette nature, n'en avons-nous pas eus depuis mai 2006? D'ailleurs, Préval n'a-t-il pas inventé la 5e roue? C'est le cas de le dire après le gaspillage des 197 millions du Pétrocaribe, alors qu'il y a un peuple qui mange de la terre cuite, faute d'un petit pain, des dizaines de milliers d'adolescentes qui se donnent sexuellement pour un repas chaud, des montagnes de raclures qui jonchent les artères d'une capitale et auxquelles l'édilité de Port-au Prince renonce faute de moyens et de matériels. Dans tout pays normal où la conscience citoyenne n'est en veilleuse, les autorités s'expliqueraient par devant des tribunaux sur la non-utilisation d'un tel montant au profit de la population. Seule dans l'Haiti actuelle où la castration et le muselage du peuple deviennent la règle. Étant donné la logique de l'occupation, l'on peut assister à un crime économique d'une si grande envergure sans réagir.

Qui oublie déjà la crise des coopératives qui avait provoqué une onde de chocs en 2003 alimentée par des médias de service ? Revenons à notre sujet. Que de jeunes des quartiers déshérités, d'éventuels électeurs pour la plupart, n'avaient-ils pas investi les locaux des ministères à la condition féminine et des affaires sociales pour soutenir les nouveaux venus d'un côté et de l'autre, s'assurer d'une petite place dans le charriot qui passe. Un fait, disent certains, qui n'a pas manqué de faire sourire Mr Préval. *"Nou pran yo"*. Encore une fois des élections qui se préparent à coups d'argent et du clairin comme du temps des barons macoutes avec la nuance que ceci se fait maintenant par anticipation pour légitimer le vaste escroc politico-électoral en gestation dont le pays en sortira cassé, affaibli.

Face à ce complot pour éventrer le rêve démocratique et freiner davantage la lutte des pauvres en vue du démantèlement du schéma colonial, plateforme privilégiée de l'impérialisme, les visionnaires et les avisés de cette société doivent crier halte là. Quant aux lavalassiens qui composent la gente des exclus, ces derniers devraient ignorer l'action politique astucieuse de René Préval de nommer deux ministres tirés de leur secteur pour mieux les amadouer. Ignorer ces ministres, les dénoncer comme étant des collabos feraient l'affaire de la cause populaire en dehors du fait que cela aiderait à amortir le choc et à aplanir le danger auquel on est exposé. Allez aux élections dans l'unité avec des candidats, des candidates, ne couvant aucune sorte d'antilogie dans leur esprit, serait la formule idéale pour crever l'abcès, déjouer le plan des magouilleurs. Autrement, faut-il le rappeler aux amnésiques, la nuit de l'occupation, de la honte, de la misère programmée, du sous-développement chronique avec tout ce qu'elle charrie de concussion, de trahison,de complot et d'indignité, sera longue, extrêmement longue, chers compatriotes bien aimés.

Guerby Dujour--novembre 2009

Globs dénonce ce tour de cirque sénatorial

Par J. Fatal Piard

Le syndicalisme alternatif est le reflet fidèle de la justice sociale, une justice sociale sur lequel pivote la démocratie. Une démocratie qui prône l'égalité des chances entre les classes sociales garanties par la loi qui réglemente le principe de la majorité.

Me. Raymond Davius

Le Gouvernail de Liaison des Bases et des Syndicats (GLOBS) a bien voulu faire part de ses brûlantes préoccupations face à cette conjoncture incertaine. C'est ainsi qu'il a convié les confrères à une conférence le vendredi 6 novembre dernier. Sous le coup de 10 heures, les travailleurs de presse étaient présents au BAI à la 2ème Impasse Lavaud à Port-au-Prince. Ils voulaient s'enquérir des informations auprès des dirigeants du Globs. L'objectif de cet entretien consistait à dénoncer en des thèmes assez crus ce tour de cirque si bien interprété par les clowns du Sénat le jeudi 29 octobre dernier.

Le Globs a voulu mettre en garde les naïfs qui oseront faire foi en ce tour de cirque spectaculairement exécuté par ces clowns, fins experts dans l'art d'amuser la galerie. Les masses populaires, en proie aux affres impitoyables du plan néolibéral ne doivent en aucun cas interpréter le renvoi de Michèle Pierre-Louis comme un fin en soi. « *Le Globs constate avec une amertume corrosive cette belle parade réalisée par des parlementaires farceurs, bouffons d'un rare talent en pitrerie. Par ce coup de théâtre, ils veulent faire croire que les nombreuses difficultés auxquelles font face les pauvres travailleurs seront résolues une fois pour toute* », a déclaré Mme. Christine Aristide.

La secrétaire à l'organisation du Globs a poursuivi pour dénoncer le fait que Michèle Pierre-Louis, dans le cadre de cette fulgurante dérive, a décidé d'adopter des mesures despotiques et antipopulaires. A titre d'illustration, la panéliste a fait allusion à cette subvention annuelle communément appelée 14ème mois. Sans aucune explication au préalable, elle a été supprimée laissant des milliers de pères et mères de famille dans la désolation la plus complète. Cette situation a justement causé que bon nombre d'enfants sont encore gardés à la maison. Mme. Aristide a vivement souhaité que le nouveau gouvernement puisse porter des correctifs nécessaires. Ainsi, il pourrait réparer les torts causés aux nombreuses familles en supprimant cette subvention. C'est une évidence que la majeure partie des fonctionnaires publiques, trimant pour une pâture insignifiante, ont déjà engagé leurs appointements à travers un prêt appelé *Kredi Pa m*. Cette nouvelle tribulation est venue aggraver la situation déjà précaire des travailleurs des entreprises tant publiques que privées.

Les employés de la fonction publique ne peuvent jouir de leurs droits de s'organiser en syndicat. Ce serait une façon pratique de faire respecter leurs droits. Au Conatel par exemple, le directeur général révoque ou persécute les employés qui osent se regrouper en syndicat. Même cas de figure à la mairie de Port-au-Prince occupée par l'épouvantable Jason Jean Yves. Aux Presses Nationales un certain Whilems Edouard révoque et persécute les employés syndiqués. A l'Oavct, le directeur général qui devrait être derrière les verrous a mis à l'écart les anciens dirigeants des syndicats.

Il a placé à sa tête des employés qui lui sont entièrement soumis. Aux Archives Nationales, prise en otage Jean Wilfrid Bertrand, directeur général à vie (plis pase 30 lane) fait voir de toutes les couleurs aux employés syndiqués. Au niveau des entreprises privées, c'est le même cas de figure. Aucun employé ne peut s'arroger le droit de mentionner le vocable syndicat dans ses conversations. Paradoxalement, les nombreuses conventions et traités signés par Haiti donnent plein et entier droit aux ouvriers de s'organiser en syndicat. « *Le Globs veut faire savoir aux dirigeants tant au niveau de l'Etat que du secteur*

Suite à la page (16)

To Cries of Foul:

Elections Scheduled for February

By Kim Ives

Slowed by political wrangling and mysterious bureaucratic deliberations, Haiti's elections have historically taken months and even years to organize. Suddenly, the electoral schedule, announced on Nov. 11, just two days after the new prime minister's record-fast ratification, is moving at warp speed.

The new Provisional Electoral Council (CEP), reconstituted in October, has set nationwide elections for 99 deputies and 11 senators for Feb. 28, 2010. (The Center Department, where voting was cancelled in April due to violence, will hold its elections three days after everywhere else, on Mar. 3, 2010).

Parties have to register for the election this week, in a short five-day period from Nov. 16 to 20. One of those days, Nov. 18, is a national holiday commemorating the 1803 Battle of Vertières. Politicians across the political spectrum are denouncing the curtailed and rushed schedule as impossible to meet and "*suspicious,*" including Chavannes Jeune of the Union party and Clark Parent of the Konbit to Remake Haiti.

"*It takes time for the parties to collect the 100,000 gourdes [$249] to register a Senate candidate,*" Parent said.

In addition to the relatively hefty fees, registering parties have to submit a pile of paperwork, including a notarized founding charter, state approval papers, the party's emblem on ab 8 ½ by 11 inch sheet, and a national identification card. It takes time to get some of the necessary documents from Haiti's incredibly-slow state agencies, and "*this might cause the deadline to be missed,*" Jeune complained.



Despite protest from parties, Gaillot Dorsinvil, the CEP's new president, insists that the new fast-track electoral calendar "will definitely be maintained."

Even Steven Benoît, a deputy from President René Préval's Lespwa (Hope) coalition, has called the proposed schedule a "*hold up,*" saying he might not run, or if he does, it will be as an independent.

But Gaillot Dorsinvil, the CEP's new president, is adamant. "*The dates will definitely be maintained,*" he said on Nov. 16.

After this week's registrations, the CEP will publish its list of approved parties on Nov. 24. Candidates can then register from Nov. 25 to 30. There is then a 10 day period from Nov. 30 to Dec. 9 for parties and candidates to challenge their exclusion. Finally on Dec. 11, the CEP will publish its final list of approved candidates.

A civic education campaign about elections will be launched on Dec. 12, and the actual election campaign will last for one month from Jan. 27 to Feb. 26, 2010.

After the elections, preliminary results are to be released Mar. 8 with challenges sorted out from Mar. 11 to Mar. 22, when final first round results will be published. The CEP said it will not schedule run-offs until after the first round results are in, so as to preserve its "*serenity.*"

Many parties were invited to a meeting at the CEP's headquarters on Nov. 13 for a sort of orientation. After the meeting, the CEP apologized for not inviting the Political Parties Convention (CPP), a new party born from Lespwa party dissidents and the Progressive Parliamentarians Concertation. They claimed it was an oversight.

The question on everyone's mind is whether former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family party (FL), Haiti's largest, will try to participate, and if it does, whether the new CEP will try to exclude it on technicalities as the old CEP did last March (see *Haïti Liberté*, Vol. 2, No. 31, 2/18/2009). That exclusion provoked a massive nationwide boycott of partial Senate elections in April and June.

Aristide remains in exile in South Africa, almost six years after the Feb. 29, 2004 coup that ousted him.

Annette Auguste (So An), Dr. Maryse Narcisse, Lionel Etienne, and Jacques Mathelier, the four members of the FL's Executive Committee which runs the party in Aristide's absence, attended the Nov. 13 meeting at the CEP, although the CEP's Nov. 9 invitation asked for only "*two duly mandated representatives.*".

The FL leadership was split for many months between two factions, one led by Narcisse and the other by Auguste. But on Nov. 3, the party held its 13th anniversary congress at the Aristide Foundation for Democracy in Tabarre, where a new unity was forged. Narcisse and Auguste publicly embraced and held up each others hands in a victory clasp.

"*We are going to register,*" Maryse Narcisse told *Haïti Liberté*. "*In fact, we are already registered. All our papers are already with the CEP. We just have to renew the registration.*"

In the last election, however, the CEP raised questions about the validity of Aristide's mandate to the party's representative. Narcisse insists that the mandate question has been resolved.

"*The last letter we received from the [last] CEP told us that there is no longer any problem of mandate,*" Narcisse said. "*Furthermore, we have built unity in the party. Of course, they might look for some other way to try to exclude us. Thus we are working in concert with President Aristide to anticipate problems.*"

Wilfrid Lavaud, alias "Ti Do," who is close to So An, also expressed apprehension about the "*games*" the CEP might play.

"*Today, So An, Maryse Narcisse and Lionel Etienne met to weigh how we should go about registering before the Friday deadline,*" Lavaud said on Nov. 17. "*We have to be ready for tricks.*"

The election's fast-track certainly suggests that Préval's Lespwa coalition, which dominates the parliament and the CEP, has an agenda it is trying to achieve.

"*I think Préval's main goal before he leaves office in Feb. 2011 is to change the 1987 Constitution,*" said *Haïti Liberté* director Berthony Dupont. "*According to the Constitution, changes are drawn up by one parliamentary session, and then ratified by the next. So the extended session of the 48th Legislature from January to May 2010 will make Constitutional changes, and the new congress that emanates from these elections that Lespwa is hoping to sweep, will ratify them. They have to ram things through fast to eliminate challengers and to keep a semblance of legality on an election which is basically undemocratic, just like the boycotted elections of April and June .*"

ERRATA

In last week's article, **"Jean Max Bellerive Ratified as Haiti's New Prime Minister,"** we incorrectly stated that Promobank, an investment bank, was founded by Texas-based Haitian businessman and unsuccessful presidential candidate, Dumarsais Siméus. In fact, Promobank was founded in 1974 and functioned until June 1994 as the Banque Nationale de Paris (BNP) Haiti, a branch of the French bank. In 2004, PromoBank contributed to the development and launch of PromoCapital, an investment bank in which Siméus was a major partner.

L'IMPACT DE LA RÉVOLUTION CUBAINE EN AMÉRIQUE LATINE



Aujourd'hui, Cuba est un phare d'espérance dans l'océan d'un capitalisme qui a plongé le monde da civilisationnelle

Par Gilberto LÓPEZ Y RIVAS

Le processus de transformation économique, sociale, politique, idéologique et culturelle qui a débuté en 1959, à Cuba, la plus grande île des Antilles, n'a pas d'équivalent en Amérique latine. Grâce à une mobilisation permanente du peuple cubain devenu protagoniste - en synergie avec une direction sensible, unie et consensuelle-, cette révolution a eu l'habileté et la force de résister avec succès pendant 50 ans au pouvoir impérialiste le plus puissant qu'ait jamais connu l'humanité, lequel a prétendu la soumettre par les voies militaires ouvertes et cachées, et par le moyen d'un blocus criminel qui subsiste jusqu'au jour d'aujourd'hui.



La révolution a réhabilité l'idée de patrie, exprimée par Marti, le sentiment patriotique qui est humanité, qui est la fierté et affection pour la terre d'origine

La tournure radicale prise par le processus révolutionnaire depuis ses débuts en faveur de ces profondes transformations suscita immédiatement l'appui des peuples de Notre Amérique et du monde entier. Dès les premiers mois de la révolution, nombreuses fûrent les répressions souffertes en Amérique latine pour défendre le droit à exister et à résister du peuple cubain. En de nombreuses occasions, à l'occasion d'un 26 juillet, les forces répressives dans nos pays tapèrent avec fureur sur des manifestants solidaires du processus révolutionnaire cubain. Ce sont d'ailleurs de telles brutalités policières dans la ville de Mexico qui fûrent le fait circonstanciel à l'origine du mouvement étudiant populaire de 1968.

Avec le slogan "Cuba si, yanquis no!", les Latino-américains tentèrent de rompre la chaîne historique : guerres de conquête comme celle du Mexique de 1846 à 1848; incursions et invasions militaires au Mexique, en République Dominicaine, à Cuba, au Nicaragua, au Panama, entre autres; traités léonins comme celui du Canal de Panama, l'Amendement Platt, celui de Bucareli; coups d'Etat comme ceux de Victoriano Huerta, Castillo Armas, Fulgencio Batista, Augusto Pinochet et l'appui inconditionnel à de féroces dictatures militaires; mesures policières et d'espionnage (avec les disparitions forcées, les assassinats, les tortures, les persécutions, les exils, les emprisonnements); dépendance structurelle, appropriation de ressources naturelles et stratégiques, fuite de cerveaux, racisme et discrimination dans la métropole impériale.

Un petit pays, considéré par les pères fondateurs des USA dans leurs désirs expansionnistes, comme le fruit mûr qui ferait inévitablement partie de l' "Eden nord-américain", a repoussé avec succès Goliath et s'est sorti brillamment des conspirations à répétition destinées à renverser le gouvernement révolutionnaire.

La guerre déclenchée contre le peuple cubain a pris la forme d'une variété d'actions politiques, militaires, économiques, biologiques, diplomatiques, psychologiques, propagandistes, d'espionnage, l'exécution d'actes terroristes et de sabotage, l'organisation et l'appui logistique à des bandes armées et des groupes de mercenaires clandestins, l'encouragement à la désertion et à l'émigration et les tentatives de liquider physiquement les dirigeants du processus révolutionnaire. L'invasion de Playa Girón, tramée, préparée et conduite par la CIA, s'inscrit dans ce contexte; tout comme la rupture des relations avec Cuba, orchestrée par Washington, de tous les pays de l'OEA à l'exception du Mexique.

Ce furent là paradoxalement autant de facteurs qui facilitèrent la voie des transformations sociales: réforme agraire et urbaine, nationalisation des principaux secteurs de l'économie et des ressources stratégiques, campagne nationale d'alphabétisation, constitution de milices et de forces armées populaires, transparence dans la politique extérieure et avec pleine indépendance nationale, droit à la santé, à l'éducation, au sport, à la culture.

Quand on observe de manière rétrospective cette résistance à l'action destructrice des USA et de leurs alliés, quand on fait l'inventaire des nombreux processus révolutionnaires, démocratiques et encore timidement nationalistes comme le récent cas du Honduras, avortés par l'action conjointe de forces internes et des outils subversifs américains que l'on connaît, on constate le caractère incommensurable de la tâche réalisée par ce petit pays qui a décidé souverainement de son destin durant cinq longues décennies.

Cuba a été la référence d'une souveraineté nationale-populaire menacée mais jamais violentée. Le régime socialiste cubain a été la contrepartie du diagnostic latino-américain chronique d'analphabétisme, de morts par dénutrition ou de maladies curables de millions d'enfants, de pellagre, de parasitose, d'abandon des anciens, de désertion scolaire, d'addiction à la drogue, de criminalité, de chômage, de polarisation sociale, de fin d'une alimentation soutenable.

Cuba a enseigné durant 50 ans, comme l'a soutenu Fidel, qu'il est possible de faire la révolution et d'établir le socialisme à 90 miles du territoire continental américain, à contre-courant du déterminisme géographique qui circule comme de la fausse monnaie; Cuba a aussi rompu avec le cliché que les révolutions peuvent se faire avec l'armée ou sans l'armée mais pas contre l'armée.

La révolution a réhabilité l'idée de patrie, exprimée par Marti, le sentiment patriotique qui est humanité, qui est la fierté et affection pour la terre d'origine, qui est résistance et lutte contre ceux qui veulent détruire l'identité nationale, contre ceux qui l'oppriment et l'asservissent. Si la révolution triomphe à Cuba, c'est par ce qu'elle constitue un processus fermement enraciné dans cette réalité nationale.

Le Mouvement du 26 juillet a su s'approprier l'héritage martien et l'appliquer à une lutte antidictatoriale avec des articulations dans des organisations ouvrières, paysannes, étudiantes et avec des intellectuels organiques incorporés dans le mouvement. L'arrivée des survivants du Granma dans la Sierra Maestra ne fut pas l'implantation d'un "foyer guérillero", mais la continuation d'une lutte de nombreuses années et l'établissement d'une force politique autochtone qui se développe parmi la paysannerie avec l'aide de fronts urbains consolidés.


Cuba a enseigné durant 50 ans, comme l'a soutenu Fidel, qu'il est pos socialisme à 90 miles du territoire continen

Cuba oblige à une analyse plus profonde, et surtout, critique de ce qu'on appelle la question nationale. S'il n'existe pas une base ferme des secteurs et groupes qui aspirent à transformer le pays, une continuité historique avec les luttes séculaires du peuple concerné, une connaissance profonde des problèmes vitaux des divers secteurs sociaux, une unité d'action des divers groupes démocratiques et révolutionnaires et une relation étroite de caractère organique entre tous, dans toute l'étendue et la profondeur du territoire, le mouvement révolutionnaire est destiné à échouer.

Ici Fidel a insisté sur le "divisionnisme" comme instrument impérialiste utilisant les grands monopoles cinématographiques, les médias massifs de communication, leurs revues et leurs livres, pour inculquer la peur et la superstition face aux idées révolutionnaires qui seules « *peuvent et doivent effrayer les intérêts des puissants exploiteurs et leurs privilèges séculaires. Le 'divisionnisme'- produit de toute classe de préjugés, d'idées fausses et mensongères-, le sectarisme, le dogmatisme, le manque d'ampleur pour analyser le rôle qui correspond à chaque couche sociale, à ses partis, organisations et dirigeants, rendent difficile l'unité d'action indispensable entre les forces démocratiques et progressistes de nos peuples. Ce sont des vices de croissance, des maladies infantiles du mouvement révolutionnaire qu'il faut surmonter* » (Discours de Fidel Castro le 4 février 1962, à l'occasion de la Seconde Déclaration de la Havane, dans Latinoamericanismo vs. Imperialismo, Ocean Sur, Mexico, 2009, p. 84).

Face à la disparition de l'Union Soviétique et du bloc économique et politique de l'Europe de l'Est, alliés politico-militaires et associés commerciaux sa sécurité et son économie, Cuba s'en est so ment - non sans sacrifices et contradictions l'expérience socialiste développée dans l'île se la réalité nationale et s'enracinait dans l'éthi



Nous ne serons jamais une néo-colonie

l'internationalisme comme politiques d'Etat.

Ce facteur a été la base de l'importan



ans une profonde crise économique, sociale, politique, écologique et



ssible de faire la révolution et d'établir le
ntal américain

vitaux pour
rtie brillam-
- parce que
e fondait sur
ique et dans

OS

yankee

nte aide sol-

idaire offerte aux mouvements de libération nationale en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Cette île entêtée a produit les milliers de médecins solidaires pour le Nicaragua assiégé des années 80, les vaccins contre la méningite pour les enfants d'Uruguay, l' "opération miracle" qui a rendu la vue à des millions de personnes sur le continent; l'assistance sportive de haut niveau; les chansons anciennes et rénovées; les nombreux artistes plasticiens, poètes, professionnels, techniciens, enseignants; les écoles techniques et de médecine dans lesquelles se sont formés d'innombrables Latino-américains.

En l'honneur de l'engagement pour les principes internationalistes que la révolution encourage, le gouvernement cubain a souvent sacrifié des intérêts d'Etat. Il faut se souvenir des missions en Afrique et du rôle joué par Cuba dans l'effondrement de l'apartheid, de l'aide désintéressée à l'Angola et à une douzaine de causes révolutionnaires, qui ont signifié plus de 2.500 morts pour le peuple de Cuba. Je ne me souviens pas d'une seule condition imposée pour la très importante aide cubaine au Nicaragua durant les années de la révolution, ni de reproches à la solidarité cubaine de la part des forces révolutionnaires qui durant des décennies ont combattu les dictatures civiles et militaires de notre Amérique. On ne pourrait pas comprendre non plus les processus révolutionnaires actuels au Venezuela et en Bolivie, sans l'existence de cette arrière-garde stratégique que représentent Cuba et sa révolution.

Le secret de la longévité du processus révolutionnaire cubain se trouve dans sa capacité à faire coïncider la radicalité dans le cap collectiviste, avec l'appui populaire majoritaire aux mesures prises à chaque étape de la révolution. Sans l'appui populaire majoritaire au régime socialiste et sans la participation de la population à sa défense, à l'économie et au bien-être social, il n'est pas possible de comprendre la vitalité d'une révolution qui n'a pas trahi les principes martistes qui constituent le levain de son identité fondatrice.

Avec Fidel, nous luttons pour les grandes solutions. Le peuple cubain ayant été le principal artisan de cette geste, à partir de l'idée qu'il n 'y a pas de "peuples-guides", et encore moins d' "hommes-guide", et que ce qu'il faut ce sont des idées-guide, il est nécessaire de reconnaître le rôle joué par Fidel Castro, qui comme révolutionnaire, homme d'Etat et intellectuel organique a toujours été à la hauteur des besoins et des intérêts du processus de transformation.

Fidel démontre qu'il peut y avoir des dirigeants, des gouvernants, des hommes d'Etat, d'une autre carrure morale que celles auxquelles nous sommes accoutumés. Comme il le soutient: "*Quand les leaders errent sur leur chemin, ce ne sont pas de vrais leaders. Quand les leaders sacrifient des principes-clés à des avantages passagers ou partiels, ce ne sont pas de vrais leaders. Quand les révolutionnaires vivent d'utopies ou d'illusions et non de réalités, ce sont des rêveurs, des idéalistes au sens pur du mot, mais jamais ils ne seront de vrais révolutionnaires. Révolutionnaires sont ceux qui forgent une œuvre, révolutionnaires sont ceux qui mènent en avant leur peuple, révolutionnaires sont ceux qui savent vaincre les obstacles pour aller de l'avant* " (Discours à Montevideo, Uruguay, le 5 mai 1959. Latinoamericanismo vs. Imperialismo. Ibid. P.15.)

Ennemi de la routine, en lutte permanente contre tout conformisme, Fidel a éduqué plusieurs générations de Cubains à sa conception de l'unité des révolutionnaires comme pré-condition de la victoire; l'éthique comme raison d'Etat, qui n'assume pas que la fin justifie les moyens, qui n'accepte pas l'enlèvement, la torture ou l'assassinat dans les rangs de la Révolution, encore moins la corruption et l'opportunisme; qui n'imite pas les méthodes des ennemis; qui pratique le détachement pour les choses matérielles; qui fait de la solidarité dévouée un devoir et non une arme d'influence politique ou un instrument de l'intérêt national; qui exige la cohérence dans les principes et les principes au-delà des intérêts; qui offre l'exemple personnel de dirigeants qui assument des responsabilités avec droit à plus de sacrifices et de restrictions, et non à des prébendes et des avantages; qui considère la vérité comme condition pour être respecté; la sensibilité à la douleur des autres comme si c'était la sienne; la modestie, l'absence de vanité comme aspiration des révolutionnaires; la soif de lire, d'étudier et d'apprendre; la rigueur personnelle, le devoir de responsabilité, que les choses aillent bien parce que l'engagement est avec le peuple, avec la cause que l'on défend; la défaite n'est pas telle tant qu'elle n'est pas acceptée, toujours existe la possibilité de renverser une défaite; l'aspiration à la justice pour tous, sans frontières, comme cause universelle; la force des idées, la conviction martiano-fidéliste qu'une idée juste peut plus qu'une armée; l'absence totale de haine pour toute personne; haine profonde envers l'injustice, l'exploitation, la discrimination raciale mais non à l'égard des personnes, même si elles sont ou ont été des ennemis.

Cet héritage de Fidel, qui forme la part substantielle de l'actuelle "bataille des idées" est la clé pour comprendre ces cinquante années de la révolution cubaine qui a été célébrée dans le monde entier durant toute cette année et qui pour tous les Latino-américains est motif de fierté et d'engagement solidaire.

L'étude comparée des révolutions contemporaines montre que plus est grand l'attachement de leurs militants aux principes collectivistes qui donnent origine au mouvement, plus grande est la congruence éthique de ses dirigeants, et plus grand est le développement et la consolidation de ces processus. Dans la victoire du Vietnam sur les USA, la cohésion, le prestige et la crédibilité de la cause pour la libération nationale arborée par le gouvernement conduit par les communistes fûrent un facteur décisif qui influa sur les résultats politico-militaires qui se conclurent par l'unification du pays et l'expulsion des envahisseurs.



Le Che, dans la réalité des faits, vit plus que jamais

La cohérence de la conduite de l'EZLN face à l'Etat mexicain et l'échec de ce dernier dans ses tentatives de cooptation contre-insurrectionnelle des communautés indigènes zapatistes, maintient ce mouvement révolutionnaire sain et sauf des attaques de ses ennemis et des "critiques" de ceux qui se déclarent "en faveur des zapatistes" et ne perdent pas une occasion ni une tribune pour les disqualifier. A l'inverse, aucune défense de la gauche institutionnalisée ne tient devant son pragmatisme électoral, la renonciation à ses prémisses fondatrices et la perte éthique de partis comme ceux de la Révolution Démocratique (PRD du Mexique, NdT) et des Travailleurs brésiliens.

Il ne faut pas oublier que la "piñata"*, l'enrichissement inexplicable et la détérioration morale de certains des leaders révolutionnaires au Nicaragua firent plus de mal au Front Sandiniste de Libération Nationale que la défaite électorale du 25 février 1990.

Dans la révolution cubaine, le comportement éthique a été présent dès la lutte contre la dictature de Batista, et a été récurrent au long des 50 ans de sa victoire. Plusieurs fois, devant les coups de l'impérialisme américain et les problèmes internes provoqués par un processus de transformation d'une telle envergure, ses dirigeants, en particulier Fidel, ont agi avec courage et honnêteté. « *La vérité est révolutionnaire* » est un axiome léniniste devenu réalité dans l'expérience cubaine. Quand Ramonet *demande à Fidel comment il solutionnera le problème de la corruption dans des secteurs de l'économie cubaine, celui-ci répond: « *Premièrement que tout est une question éthique. J'ai beaucoup pensé sur le rôle de l'éthique. Quelle est l'éthique d'un révolutionnaire? Toute pensée révolutionnaire commence par un peu d'éthique...Nous devons oser, nous devons avoir le courage de dire les vérités* ».

La morale d'un mouvement révolutionnaire se mesure aussi à ce qu'il n'abandonne pas ses prisonniers et ses morts. La reconnaissance officielle des Cinq Héros, prisonniers dans les prisons de l'empire pour avoir fait du travail de renseignement au sein de groupes terroristes appuyés, entretenus et financés par le gouvernement des USA est un acte de justice et de haute valeur éthique. Dans les règles non écrites de ce type de tâches, habituellement les gouvernements ne reconnaissent pas leurs agents.

Quand l'Union Soviétique et le bloc socialiste disparurent, Fidel déclara : « *A ceux qui disent que notre lutte n'aurait pas de perspective dans la situation actuelle et face à la catastrophe survenue, il faut répondre d'une manière catégorique: la seule chose qui n'aura jamais de perspective est la perte de la patrie, de la Révolution et du socialisme* » ("Discours du 10 octobre 1991", Ibid. P.217).

Le leader máximo de la révolution va plus loin et indique: "*Je me souviens toujours que Martí parlait en premier de la dignité de l'homme, et disait que s'il y a beaucoup d'hommes sans dignité, il y a des hommes qui ont la dignité du monde entier. Aujourd'hui nous ne sommes pas un groupe, mais un peuple digne, une immense majorité du peuple digne, une nation avec indépendance, une nation avec souveraineté, une nation avec liberté, qui rejettera jusqu'aux ultimes conséquences ces vieilles théories qui disent que l'indépendance doit être limitée. Pour cela nous, et seulement nous, nous pouvons et nous devons résoudre nos problèmes, affronter et résoudre ces défis parce que, certainement, si l'impérialisme pouvait mettre à genoux notre patrie et instaurer de nouveau ici le capitalisme, il ne resterait même pas la poussière des os de nos héros, de nos martyrs, de nos combattants internationalistes, de ceux qui nous précédèrent dans ces luttes, de ceux devant lesquels nous nous inclinons respectueusement pour rendre compte chaque jour de nos vies. C'est cela que signifie notre lutte, c'est cela que signifie sauver la patrie, la Révolution et le socialisme*". (Ibid., p.220).

Quand le gouvernement de Vicente Fox avait amené le gouvernement du Mexique à une rupture virtuelle des relations, des milliers de Mexicains en moins de 24 heures sont descendus dans la rue pour manifester leur affection et leur solidarité avec Cuba et sa révolution, à l'égal de ceux d'entre nous qui en 1961 formèrent une queue nourrie à l'UNAM (Université nationale autonome de Mexico) pour s'offrir comme volontaires lors de l'invasion de Playa Girón.

Aujourd'hui, Cuba est un phare d'espérance dans l'océan d'un capitalisme qui a plongé le monde dans une profonde crise économique, sociale, politique, écologique et civilisationnelle. Pour cela, nous continuerons dans cette voie opiniâtre et indéclinable de la défense de Cuba révolutionnaire.

***Piñata** : jeu consistant à casser avec un bâton des récipients contenant des friandises, très répandu au Mexique et en Amérique centrale. Au Nicaragua, c'est ainsi qu'on a appelé les pratiques corrompues de certains leaders sandinistes [NdE].

***Ndlr**. Il s'agit de Ignacio Ramonet, Directeur du **Monde diplomatique** de 1990 à 2008. La citation est extraite d'un très long entretien de cent heures, entre 2003 et 2005, que Fidel a accordé à Ramonet qui l'a publié sous forme d'un ouvrage de 700 pages intitulé « Fidel Castro. Biographie à deux voix » (Fayard/Galilée, 2007).

Source: La Jornada de Morelos, México, El Tlacuache Suplemento Cultural, n° 388 et Rebelión- El impacto de la Revolución cubana en América Latina

Traduit par Gérard Jugant. Édité par Fausto Giudice

Gilberto López y Rivas est un auteur associé à Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique, dont Gérard Jugant et Fausto Giudice sont membres

Article original publié le 1er Novembre 2009

Palestine 2009 : Que reste-t-il de l'héritage symbolique de Yasser Arafat ?

Par Chems Eddine CHITOUR

« On pense parfois que la guerre menée par l'armée israélienne contre le peuple palestinien est compliquée et sans solution. Ce n'est pas vrai. Dans cette guerre, il y a un occupant et un occupé. (...) Tout a commencé avec un mensonge historique : la Palestine n'était pas « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Un peuple vivait là et il n'est pas parti de son plein gré. Il a été expulsé en 1948 et c'est aujourd'hui en grande partie un peuple de réfugiés. » **Pierre Stambul (Site de l'UJFP*)**

Il y a cinq ans disparaissait un des hommes qui a marqué la cause des opprimés. A sa façon, Arafat a incarné la résistance, la diplomatie, la tempérance et le refus du fait accompli. Comme De Gaulle qui a refusé l'ordre hitlérien, il a refusé l'ordre israélien. Pendant plus d'un demi-siècle, il lutta avec toutes les armes possibles. Comme Che Guevara, il a pris les armes. Son keffieh, symbole de l'identité palestinienne, est passé à la postérité, le porter est un signe de reconnaissance de cette cause.

Petit rappel : qui est Arafat ? Yasser Arafat, est né le 24 août 1929 dans la ville du Caire et décédé le 11 novembre 2004 à Clamart en France, de son vrai nom Mohamed Abdel Raouf Arafat al-Qudwa al-Husseini, dirigeant du Fatah puis également de l'Organisation de libération de la Palestine. À partir de 2001, après l'échec du sommet de Taba et le déclenchement de la Seconde Intifada, il perd progressivement de son crédit auprès d'une partie de son peuple qui lui reproche la corruption de son Autorité. Il se retrouve isolé sur la scène internationale tandis que les Israéliens élisent Ariel Sharon au poste de Premier ministre de l'État d'Israël, amenant un durcissement de la position israélienne vis-à-vis du dirigeant palestinien contraint à ne plus quitter Ramallah. Cet isolement n'est rompu qu'à la veille de sa mort, quand il est emmené d'urgence à Clamart, en région parisienne, où il décède en 2004.

La guerre des Six-Jours change la donne géopolitique au Proche-Orient et constitue le véritable point de départ de la « carrière » de Yasser Arafat. Le 17 juillet 1968, la charte de l'OLP est modifiée avec l'ajout de 7 nouveaux articles suite à la guerre de 1967 et devient la Charte nationale palestinienne, adoptée au Caire qui déclare le territoire de la Palestine mandataire comme « indivisible » et comme la « patrie du peuple arabe palestinien ». Cette charte est considérée par les Israéliens comme une véritable déclaration de guerre, car elle définit le but de l'organisation dans l'anéantissement de l'État d'Israël par la lutte armée en lui niant toute légitimité d'existence. En septembre 1970, chassé de Jordanie par les troupes du roi Hussein de Jordanie, Arafat s'établit au Liban. L'armée libanaise tente en 1969 de reprendre le contrôle des camps, mais elle est trop faible. Le sommet arabe organisé à Alger en novembre 1973 admet implicitement l'idée d'une démarche progressive vis-à-vis d'Israël, en évoquant la libération prioritaire des territoires occupés en 1967. Le 14 mai, l'ONU reconnaît l'OLP par 105 voix contre 4 comme représentant du peuple palestinien. Le 13 novembre 1974, Yasser Arafat fait un discours devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il y défend l'idée d'un État unique démocratique où vivraient chrétiens, juifs et musulmans. (1)

En 1982, en pleine guerre du Liban, Arafat échappe à la mort en quittant de justesse un immeuble réduit à terre par une bombe israélienne. Il est forcé de quitter Beyrouth, assiégée par l'armée israélienne, le 30 août 1982, à bord d'un navire vers la Grèce puis la Tunisie, ce qui désorganise, en partie ses rentrées financières. Un an après, Arafat revient à Tripoli au Liban. Dès le mois de septembre, les partisans de Arafat sont repoussés par des dissidents de l'OLP. Arafat et 4000 de ses partisans quittent Tripoli sur des bâtiments grecs protégés par la marine française. Il installe son quartier général à Tunis. Arafat évite la mort le 1er octobre 1985 lorsqu'un avion de chasse israélien F-15 bombarde le siège de l'OLP à Tunis où devait se tenir un meeting entre les dirigeants du mouvement, meeting auquel Arafat arrive en retard. (1)



En 1988, la première Intifada, ou « révolte des pierres », éclate en Cisjordanie et sur la Bande de Gaza. Le 13 décembre 1988, devant l'Assemblée générale des Nations unies à Genève, Arafat en appelle à une résolution pacifique du conflit israélo-arabe sur base des résolutions 181, 242 et 338 et rappelle le rejet par le Conseil national palestinien et par l'OLP de toute forme de terrorisme. Le 13 septembre 1993, la Déclaration de Principes dite « Accords d'Oslo », est signée à la Maison-Blanche sous l'égide du président Bill Clinton. Le monde entier retient la poignée de main historique échangée entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. L'accord dit « Oslo II », conclu en septembre 1995, permet la tenue d'élections générales en janvier 1996. Arafat est élu le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin est assassiné lors d'une assemblée pour la paix à Tel Aviv. (1)

En juillet 2000, le sommet de Camp David entre Yasser Arafat et Ehud Barak évoque la reconnaissance d'un État palestinien. Il achoppe néanmoins sur de nombreux points. La seconde Intifada est initiée en septembre 2000, à la suite de l'échec des discussions israélo-palestiniennes : La visite du parlementaire du Likoud, Ariel Sharon, sur l'Esplanade des mosquées/ Mont du Temple est vécue par eux comme une provocation. En février 2001, Ariel Sharon est élu Premier ministre tandis qu'aux États-Unis, George W.Bush est élu président. Ariel Sharon ne cherche pas à poursuivre les négociations avec Yasser Arafat qu'il ne juge pas comme un interlocuteur valable. Les attentats du 11 septembre 2001 précipitent les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme ». Sharon, qui avait juré en 1982 de tuer Arafat, déclare : « Nous aussi avons notre Ben Laden. » Yasser Arafat va passer les dernières années de sa vie enfermé dans la Mouqataâ, son QG de Ramallah, encerclée par les forces israéliennes. L'Union européenne exige de Yasser Arafat une dénonciation catégorique et « en langue arabe » du terrorisme, ce qu'il fait le 16 décembre 2001. (1)

En vertu des réformes exigées par Israël et les États-Unis, Yasser Arafat doit se résigner, en février 2003, à nommer un Premier ministre qui sera Mahmoud Abbas. Un bras de fer oppose rapidement Arafat à son Premier ministre Mahmoud Abbas. Au centre des divergences, la Feuille de route pour la paix et la proposition de Mahmoud Abbas de nommer Mohammed Dahlan au poste de ministre de l'Intérieur. En 2004, Ariel Sharon franchit une étape supplémentaire en déclarant, le 2 avril, que son adversaire n'a « aucune assurance » sur la vie. Le journaliste israélien Uri Dan rapporte, dans son livre Ariel Sharon : entretiens intimes avec Uri Dan, une conversation téléphonique qui se serait alors tenue entre Ariel Sharon et George W. Bush, Sharon informant Bush qu'il ne se sentait plus tenu par la promesse qu'il lui avait faite en mars 2001 de ne pas toucher à la vie d'Arafat. Bush lui aurait répondu qu'il fallait laisser le destin de Arafat entre les mains de Dieu, ce à quoi Sharon avait répondu que parfois, « Dieu a besoin d'une aide ».

En octobre 2004, Arafat se plaint de douleurs à l'estomac et de vomissements. Malgré une première intervention chirurgicale dans son quartier général de la Mouqata'a à Ramallah, en Cisjordanie, le 25 octobre, sa santé continue à se dégrader. Le 29 octobre 2004, gravement malade, Yasser Arafat quitte Ramallah pour rejoindre la Jordanie, d'où il se rend en France, à bord d'un avion médicalisé. Il est hospitalisé dans l'hôpital d'instruction des armées Percy à Clamart. Il décède officiellement à Clamart le 11 novembre 2004, à 3 h 30, heure de Paris. (1) Amnon Kapeliouk, journaliste qui connaît Arafat, écrit « ...Dans leur article, les journalistes Amos Harel et Avi Isacharoff, soulignent que, pour de nombreux médecins, les symptômes faisaient plutôt penser à un empoisonnement. (...) Le 18 août 2004, j'ai personnellement assisté au discours du président Arafat devant le Conseil législatif palestinien, réuni à la Mouqata'a. Debout, la voix forte, il n'avait pas l'air malade. Le 28 septembre, lors du quatrième anniversaire de l'Intifada Al-Aqsa, je le revois pour la dernière fois. Il me salue avec l'accolade habituelle et prend de mes nouvelles. Tout va bien, al-hamdou li-llah, mais vous, Abou Ammar, vous avez perdu beaucoup de poids en peu de temps. »

« Son visage est amaigri, et il semble flotter dans ses vêtements. « Ce n'est rien », répond-il. Au mois d'octobre, son état de santé se dégrade. Le 3 novembre, il sombre soudain dans le coma. Il souffre d'une série de symptômes graves, attribués à une toxine inconnue que les médecins français ne parviennent pas à détecter. Le 11 novembre, le président Yasser Arafat ferme les yeux pour toujours. Médecin des rois hachémites, le Jordanien Ashraf Al-Kourdi suivait également Abou Ammar, dont il connaissait par coeur le dossier médical. Lui aussi, peu après le décès de son patient, déclara percevoir des indices d'empoisonnement. (...) Douleurs dans les reins et l'estomac, absence totale d'appétit, diminution des plaquettes, perte de poids considérable, tâches rouges sur le visage, peau jaune : « N'importe quel médecin vous dira qu'il s'agit là de symptômes d'empoisonnement (2). » »

Pour l'histoire, Arafat a failli être empoisonné par ses propres « frères palestiniens ». Kaddoumi **accuse Mahmoud Abbas et Mohamed Dahlane d'avoir voulu tuer Arafat. Leïla Mazboudi *** écrit : «Ayant accusé Abou Mazen et son ancien chef de la police préventive, Mohammad Dahlane, de faire partie du complot israélien pour tuer Arafat et d'autres dirigeants palestiniens, à la base d'un texte que lui aurait envoyé le leader défunt en personne, le chef du département politique de l'OLP compte révéler encore plus d'indices pour étayer ses accusations. Celuici détient des enregistrements vocaux du défunt Arafat, durant le blocus imposé par Israël au siège de l'Autorité palestinienne dans la Moukataâ, et précisément lorsqu'il a évincé Abbas qui était alors Premier ministre. (..)». (3)

Que reste-t-il de son héritage ? Depuis la mort de Yasser Arafat, son ancien Premier ministre, Mahmoud Abbas, est devenu son successeur à la tête de l'OLP et de l'Autorité palestinienne. Il faut ajouter à ce bref rappel la naissance du Hamas. Une grande partie du monde connaît superficiellement l'histoire du Hamas telle qu'elle est présentée par les médias occidentaux, l'histoire des kamikazes, les résultats d'élections, le déni de ce vote démocratique par les gouvernements occidentaux et plus récemment, la prise de pouvoir du Hamas sur le dysfonctionnement gouvernemental de la Bande de Gaza. Le Fatah est directement associé aux échecs de l'Autorité palestinienne. Avec la reprise de la seconde Intifada en septembre 2000, le Fatah recule et c'est le Hamas qui en tire profit. Ainsi, depuis la mort de Yasser Arafat et le lancement de la démocratisation des territoires occupés, le Hamas devient un adversaire sérieux du Fatah. Le Hamas gagne les élections législatives palestiniennes de 2006 et pour la première fois, le Fatah perd le pouvoir. Si on ajoute à cela l'exaspération causée par la corruption au sein de l'Autorité palestinienne (principalement le Fatah), on comprend la prise en main manu militari de la Bande de Gaza par le Hamas. Après la boucherie de décembre- janvier à Gaza et qui a fait 1400 morts- Israël refuse de reconnaître le rapport Goldstone sur sa responsabilité.

«Rien, écrit René Naba ****, absolument rien, ne sera épargné à celui que l'on a surnommé parfois, à juste titre, « le plus célèbre rescapé politique de l'époque contemporaine », et ce prix Nobel de la Paix, un

Suite à la page (16)

HONDURAS: l'Empire contre-attaque

Par Atilio BORÓN

La crise hondurienne s'est finalement résolue « du mauvais côté » : le renforcement du régime putschiste et l'institutionnalisation des élections illégitimes auront lieu le 29 novembre prochain. La Maison Blanche a déjà déclaré que les résultats du scrutin seront validés. Ils permettront ainsi la normalisation de la vie démocratique et mettront fin à la période « intérimaire » de Micheletti, un euphémisme par lequel Washington, depuis le début, avait désigné le coup d'État de l'oligarchie hondurienne. Ainsi les grossières violations des droits humains et des libertés démocratiques qui ont marqué toute la campagne électorale seront jetées aux oubliettes. Ce triste dénouement avait été anticipé par divers représentants de la droite républicaine, qui avait imposé, parmi les conditions à la désignation d'Arturo Valenzuela comme Secrétaire d'État adjoint pour les Affaires Interaméricaines, la reconnaissance totale de ces élections, alors que des anomalies suspectes auraient dû faire conclure à leur totale nullité. Comme Página/12 le publiera dans son édition du 7 novembre, si le sénateur républicain de la Caroline du Sud, Jim DeMint, a levé son veto à la candidature de Valenzuela c'est que, comme il l'avait dit aux médias, « *la secrétaire d'État Hillary Clinton et le vice-secrétaire, Thomas Shannon, (lui) ont garanti que les USA reconnaîtront le résultat des élections honduriennes, que Manuel Zelaya soit ou non réintégré dans ses fonctions*».

Cette issue de la crise a une signification qui va bien au-delà de la politique hondurienne : elle marque le début d'une nouvelle étape, de recul bien sûr, dans laquelle les USA reprennent leur traditionnelle politique de soutien aux coups d'États militaires et aux régimes autoritaires liés aux intérêts impériaux et confirment le caractère hypocrite et creux de la rhétorique démocratique perpétuellement ressassée par Washington. Il est bon de retenir la leçon : dorénavant, est démocratique tout régime qui se soumet inconditionnellement aux desseins des USA; celui qui défend son indépendance et son autodétermination sera autoritaire, populiste ou despotique. Uribe et Calderón sont des démocrates, peu importe si le premier viole ouvertement les droits humains, maintient des liens étroits avec les narcotrafiquants et les paramilitaires et sabote en permanence les possibilités d'armistice et les échanges humanitaires dont la Colombie a besoin pour rétablir la paix intérieure; ou que le second licencie en une nuit 46.000 travailleurs de la Compagnie Luz y Fuerza del Centro et militarise inconsidérément la vie politique mexicaine. Par contre Chávez, Correa et Morales sont populistes, autoritaires et dangereux pour leurs voisins, car ils engagent plusieurs réformes sociales et sèment les graines de la discorde dans leur pays respectif. Voilà que réapparaît la théorie conservatrice aussi fausse qu'usée selon laquelle la lutte de classes n'est pas le fruit des contradictions sociales inhérentes au capitalisme, mais celui du travail d'un agent pervers doté d'immenses pouvoirs qui introduit le virus de la haine et le conflit dans des sociétés où régnait avant sa funeste apparition une admirable harmonie sociale.



Est-ce qu'Obama a mis toutes ses forces à résoudre la crise hondurienne en cohérence avec les impératifs de la démocratie et des droits humains ? Non, bien sûr que non !

Face à cette triste régression de la politique extérieure américaine, les analystes et ceux qui étudient la réalité internationale sont très nombreux à avancer que la victoire des putschistes honduriens prouve l'affaiblissement de l'hégémonie américaine. Ce constat amènerait donc à innocenter Barack Obama puisque ses efforts n'ont pas réussi à orienter la crise du Honduras vers une résolution compatible avec le caractère institutionnel démocratique. Jusqu'à quel point cette interprétation est-elle défendable ?

Il faut considérer deux aspects: d'une part, la perte progressive de la capacité des USA à imposer leur hégémonie dans la région. D'autre part, les initiatives concrètes prises par la Maison Blanche dans le cadre de la crise hondurienne. En ce qui concerne la première, s'il faut bien reconnaître que la superpuissance doit faire face à une baisse de sa capacité de domination et de contrôle sur le système international, ainsi que de son poids économique mondial, il est moins certain que cette tendance soit transférée linéairement vers l'Amérique latine et les Caraïbes. Il serait audacieux, mais sans doute très proche de la vérité d'avancer l'hypothèse que, devant son affaiblissement relatif dans l'arène mondiale, l'Empire se cramponne avec davantage de force à ce que ses stratèges militaires et diplomatiques considèrent comme leur arrière-cour et leur environnement immédiat en matière de sécurité territoriale. Ce n'est pas pour rien que cette région du monde a été le laboratoire de la première conception diplomatique élaborée par la jeune République des USA : la doctrine Monroe. Par conséquent, son affaiblissement sur la scène mondiale ne signifie pas nécessairement une érosion équivalente de sa capacité à contrôler sa « zone d'influence traditionnelle ». Il est indéniable que la domination exercée naguère par les USA sur leurs voisins au Sud du Río Bravo s'est affaiblie ; mais elle est encore loin d'avoir disparu. Et ceci nous conduit à l'analyse de la seconde question indiquée plus haut.

En effet, est-ce qu'Obama a mis toutes ses forces à résoudre la crise hondurienne en cohérence avec les impératifs de la démocratie et des droits humains ? Non, bien sûr que non ! Ses initiatives ont été fluctuantes, suivant tantôt l'une, tantôt l'autre de deux lignes diplomatiques. La première, réactionnaire jusqu'à la moelle et profondément influencée par les besoins et les stratégies du complexe militaro-industriel, est représentée par Hillary Clinton, sa porte-parole de plus haut rang, et l'autre, beaucoup plus diffuse et ouverte, qui souhaiterait établir des relations plus respectueuses avec les pays de la zone sans pour autant abandonner la prétention hégémonique du passé, mais en procédant seulement à un certain aggiornamento de cette dernière, par Obama lui-même. Dans cette lutte le Président a été nettement surpassé par ses rivaux qui, dès le début, ont été capables d'imposer leur stratégie sur le dénouement de la crise au Honduras.



Le sénateur républicain des États-Unis Jim DeMint (à droite) a rencontré à Tegucigalpa, le 2 Octobre 2009, Micheletti, au mépris de la politique officielle de Washington interdisant le contact avec les architectes du coup d'Etat militaire qui a renversé le président de la nation Manuel Zelaya

On pourrait se demander si cette interprétation ne valide pas la thèse de l'affaiblissement. Absolument pas ! Ce qui est clair, en effet, c'est qu'Obama ne contrôle qu'une partie de l'appareil d'État américain. Par conséquent, il serait plus correct de dire que c'est l'occupant de la Maison Blanche qui n'a pas pu choisir un autre cap, et non pas les USA en tant que puissance impériale. Autrement dit, on se doit une fois de plus de distinguer le « gouvernement permanent» de ce pays de son « gouvernement apparent », symbolisé par l'image du président. Le problème est que la vacuité de la démocratie américaine, processus qui s'est développé à partir du milieu du siècle dernier, fait que le Président dispose de marges de manœuvres très limitées pour tenter – s'il le souhaitait – de mener une politique contraire aux intérêts du « gouvernement permanent », cet entrelacs néfaste des grands oligopoles et de leurs lobbies, forces armées, politiciens professionnels et grands médias qui, comme dirait Gore Vidal, retient captive la société américaine.

Pour résumer : l'hypothèse de l'affaiblissement de l'hégémonie ne tient pas lorsqu'on observe que, malgré cet affaiblissement, Washington se prépare à signer un traité de coopération militaire avec la Colombie qui, comme le rappelait le Commandant Fidel Castro Ruz il y a quelques jours dans une de ses « Réflexions », équivaut à l'annexion de ce pays d'Amérique du Sud par les USA. Et ce qui peut démontrer le succès de cette initiative, c'est la redoutable capacité de pression, de domination et de contrôle que l'Empire conserve, malgré son affaiblissement. C'est cette même capacité qui lui a permis d'exclure rapidement de la table des négociations à Tegucigalpa le Secrétaire Général de l'OEA (dont les propositions étaient totalement inacceptables pour les putschistes) pour le remplacer par un vieux pion de la politique US, Oscar Arias. C'est cette même capacité qui lui permet de maintenir contre vents et marées le blocus criminel contre Cuba, bien qu'à l'Assemblée Générale de l'ONU cette politique ait été condamnée par 187 des 192 pays qui la composent, et que trois pays seulement la défendent : les USA, l'État d'Israël, leur client, et l'île de Palau (20.000 habitants), c'est-à-dire, selon la CIA, un champ de tir pour l'Armée US en Micronésie. Ou de rester sourd à la pétition universelle demandant la grâce des cinq combattants antiterroristes cubains soumis à des conditions inhumaines de détention dans les geôles US, par le biais d'un scandaleux simulacre de procès ; ou de maintenir dans la base navale de Guantánamo une prison infâme dans laquelle tous les droits humains sont violés.

Si Obama avait démontré la même détermination pour exiger la réintégration immédiate de Zelaya dans sa charge, l'histoire serait différente. Et il avait les moyens de le faire : il aurait pu décréter un blocus provisoire des envois des immigrants honduriens résidant aux USA ; ou enjoindre aux entreprises américaines établies au Honduras de se tenir prêtes à une éventuelle évacuation ; ou geler les avoirs des politiciens du régime et de l'oligarchie déposés dans des banques américaines ; ou saisir leurs propriétés fastueuses en Floride. Ce sont des méthodes qui ne sont pas inconnues ; presque toutes ont été utilisées par George W. Bush pour faire échouer la victoire certaine de Schafik Handal, candidat du Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional [Front Farabundo Martí de Libération Nationale], aux élections de 2004 au Salvador. Pourquoi dans ce cas Obama n'a-t-il pas tenté d'en faire autant? Réponse : parce que la politique « du gouvernement permanent » des USA avait prévu autre chose et que le locataire de la Maison Blanche s'est incliné devant cette décision.

Conclusion : les USA n'étaient pas dans l'incapacité de modifier l'issue de la crise hondurienne mais, au-delà des choix d'Obama, la classe dominante américaine et ses représentants politiques dans l'appareil d'État n'ont pas voulu pour ce conflit un autre dénouement que le leur, tout en étant conscients des funestes implications que cette décision pourra avoir sur la paix et la stabilité politique ce pays d'Amérique centrale. Prolongeant ainsi la militarisation démentielle de la politique initiée depuis les années George W. Bush dans l'hémisphère Sud - les sept bases accordées par Uribe représentent seulement la partie émergée de l'iceberg- « le gouvernement permanent » des USA a choisi de soutenir les putschistes au lieu de parier sur la reconstruction de la démocratie. Ce n'est pas d'incapacité qu'il s'agit, mais d'une élection stratégique conçue pour réorganiser manu militari la turbulente arrière-cour de l'Empire en Amérique Centrale et lancer un funeste avertissement aux gouvernements de gauche et progressistes de la région.

Esteban est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur et la source.

Tlaxcala 13 novembre 2009

Juan Barahona, leader populaire : « Le Honduras est un grand champ de luttes »

Par Ida Garberi

Je sais, je vais paraître répétitive mais vraiment les assemblées du dimanche du STIBYS (Syndicat des Travailleurs de l'Industrie de Boissons et dérivés) à Tegucigalpa, peuvent exciter la personne la plus froide de la planète. Explosion de joie de résister, de chants, de slogans, aliments préparés par des mains volontaires pour permettre aux résistants de tenir bon.

C'est l'occasion de connaître Juan Barahona, coordinateur du Front National contre le Coup d'État au Honduras, qui depuis l'école secondaire, lorsqu'il était encore adolescent, a consacré sa vie à la lutte avec les pauvres, avec les plus pauvres.

Ce mouvement national qu'il coordonne me surprend par sa capacité d'agglutiner, de forger un accord entre forces progressistes, celles-là même qui avant le 28 juin, restaient incapables de dialoguer entre égaux. En parlant avec Juan, un homme plein d'optimisme et de bonne humeur, les chansons de la Résistance tapissent le fond de l'interview. C'est la piste sonore des jours historiques, douloureux, pleins d'espoir et de souffrance, de colère et d'impuissance face à la violence gratuite du gouvernement putschiste de Gorilletti, pardon, Micheletti et ses employés serviles.

«*Honduras, le peuple est avec toi*»... «*Honduras, un peuple qui ne se tait pas//Honduras résiste dans la bataille//pour que revienne José Manuel Zelaya*», tels sont les mots de l'Hymne de la Résistance, écrit et offert au peuple hondurien par Abiayala, un groupe vénézuélien, une manière d'aider les rebelles à lutter contre le terrible, violent coup d'État du 28 juin qui a vu l'enlèvement et la déportation du président démocratiquement élu Manuel Zelaya Rosales.

Juan Barahona raconte. Le Front National contre le coup d'État est né le 29 juin exactement alors que le peuple hondurien en pleine révolte se répandait dans les rues, encore secoué par le putsch et cependant la décision était déjà prise : la lutte viserait le retour du président Zelaya et l'Assemblée Constituante, jusqu'à la victoire.



Juan Barahona, coordinateur du Front National contre le Coup d'État au Honduras

Ce jour de juin les gens ont commencé à se rendre compte qu'ils avaient besoin d'une structure qui leur permette de réaliser la coordination – celle qui actuellement rassemble les secteurs populaires, les indigènes, les maîtres, les féministes en résistance, la population afrodescendante «Garifuna», les médecins, les syndicalistes, les paysans, les travailleurs, une partie des petites et moyennes entreprises, des jeunes et des étudiants, un secteur de l'Église Catholique et évangélique contre le coup d'État, les artistes contre le coup d'État, les avocats contre le coup d'État - et de construire une stratégie de dialogue avec la Coordination du Parti Libéral contre le coup d'État et avec le Parti d'Unificación Democrática.

Personnellement, je suis très intéressée par ce que me dit Juan Barahona de la stratégie du Front, qui se base sur une structure horizontale, participative, plus typique des mouvements sociaux que des partis politiques traditionnels. Les gens sont fatigués de l'élection de représentants corrompus, qui ne respectent pas les promesses faites pendant les campagnes électorales ni leurs engagements, une fois conquis leur «petit» espace de pouvoir. Le fait nouveau est que certains de ces partis politiques traditionnels sont d'accord avec le changement et le travail au coude à coude avec le Bloc Populaire, le secteur du Front qui rassemble ce peuple hors des partis politiques.

Juan me dit que le coup d'État ne les a pas pris au dépourvu : la rapidité de l'organisation est due aussi à un travail en profondeur dans les quartiers et dans les lieux de travail, dans les assemblées populaires pour informer, préparer la population, qui a permis la projection nationale du Bloc Populaire né le 2 mai 2000, avec ses caractéristiques d'anti-mouvement, anti-système et anti-modèle. La confrontation avec le gouvernement néolibéral a été très difficile dès le début. En août 2003 le Bloc Populaire a «gagné la rue» en réussissant à convoquer une grève nationale dans la capitale, phénomène qui réussit à paralyser les quatre entrées de la ville. Dans d'autres occasions tout le pays a été paralysé par les blocages des routes principales du Honduras.

La chose qui m'impressionne beaucoup est le fait que la communauté rebelle considère Zelaya comme un leader indiscutable. Juste avant la conversation avec Juan, le président démocratiquement élu et assiégé dans l'Ambassade du Brésil à Tegucigalpa depuis le 21 septembre, a téléphoné à Barahona et a salué son peuple, au milieu de nombreuses marques d'affection et de joie.

«*Nous devons continuer à crier nos vérités, les putschistes tentent de nous faire taire pour perpétrer leurs crimes en toute impunité mais nous ne pouvons pas le permettre, je suis la solution au coup d'État, et non le problème comme dit Micheletti*» dit Zelaya. Réellement, je crois malheureusement que la communauté internationale n'agit pas avec la fermeté suffisante pour obtenir une solution démocratique ; par exemple, une délégation de l'Union Européenne qui s'est réunie pour signer un Accord d'Association entre Amérique Centrale et Europe, a préféré «étudier» depuis le... Costa Rica ! ce qui se passe au Honduras. Sa seule préoccupation était de résoudre le problème du contrat bananier sans trop se rapprocher des rebelles, histoire d'éviter une mystérieuse fièvre progressiste.

Intriguée et fascinée par l'appui au Président, je demande si le Bloc Populaire a appuyé Zelaya dès le début de sa campagne électorale. Sincère, Barahona m'explique que les gens se méfiaient de son origine bourgeoise et que le rapprochement ne s'est opéré qu'a partir d'accords concrets tels que la réduction du prix de l'essence, l'ouverture à l'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique) et plus particulièrement la hausse du salaire minimum.

Lorsque Mel comme l'appellent affectueusement ses partisans, a proposé la consultation sur la «quatrième urne» (pour que le peuple se prononce sur la possibilité de

Suite à la page (16)



De la science-fiction



Obama à Tokio saluant l'empereur Akihito et son épouse, l'impératrice Michiko

Par Fidel Castro

Que je regrette de devoir critiquer Obama, alors que je sais qu'il y a d'autres possibles présidents de son pays pires que lui ! Je comprends qu'occuper ce poste aujourd'hui aux USA n'est pas une panacée. Rien ne l'explique mieux peut-être que l'information donnée hier dans le journal Granma : 237 législateurs du Congrès sont millionnaires, soit 44%. S'il est vrai que ça ne veut pas dire pour autant que chacun d'eux est forcément un réactionnaire invétéré, il n'en reste pas moins qu'il est bien difficile qu'il pense comme n'importe lequel des nombreux millions d'Etasuniens qui n'ont pas d'assurance-maladie, qui sont au chômage ou qui doivent travailler dur pour gagner leur vie.

Obama, bien entendu, n'est pas un indigent ; il possède des millions de dollars. Il était un professionnel distingué, et nul ne conteste sa maîtrise de la langue, son éloquence et son intelligence. Bien qu'Afro-Américain, il est le premier président noir élu dans une société raciste qui subit une profonde crise économique qu'elle a elle-même provoquée à l'échelle internationale.

Il ne s'agit pas d'être anti-étasunien ou pas, comme le système et ses médias colossaux prétendent qualifier leurs adversaires.

Le peuple étasunien n'est pas coupable, mais bel et bien victime d'un système insoutenable et, pis encore, d'ores et déjà incompatible avec la vie de l'humanité.

L'Obama intelligent et rebelle qui a souffert l'humiliation et le racisme durant son enfance et sa jeunesse le comprend, mais l'Obama élevé dans le sérail et compromis avec le système et les méthodes qui l'ont conduit à la présidence des Etats-Unis ne peut résister à la tentation d'exercer des pressions, de menacer, voire de tromper les autres.

Il est obsédé par son travail. Aucun autre président des USA ne serait peut-être capable de se lancer dans un programme aussi intense que celui qu'il se propose de réaliser dans les huit prochains jours.

Selon ce programme, il se rendra en Alaska où il s'adressera aux troupes qui y sont cantonnées, au Japon, à Singapour, en République populaire de Chine et en Corée du Sud ; il participera au Forum de coopération économique Asie-Pacifique et à la réunion de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ; il soutiendra des conversations avec le Premier ministre japonais et avec l'empereur Akihito sur la Terre du soleil levant, avec les présidents indonésien, Susilo Bambang, russe, Dmitri Medvedev, et chinois, Hu Jintao ; il prononcera des allocutions et donnera des conférences de presse ; il portera sa mallette nucléaire * dont j'espère qu'il n'aura pas besoin de faire usage durant sa tournée accélérée.

Son conseiller à la sécurité a fait savoir qu'il discutera avec le président russe la renégociation du traité START-1, qui expire le 5 décembre 2009. Quelques réductions de leur énorme arsenal nucléaire, sans importance pour l'économie et la paix mondiale, en sortiront sans aucun doute.

De quoi pense traiter notre illustre ami durant cette intense tournée? La Maison-Blanche l'annonce solennellement : les changements climatiques, la relance économique, le désarmement nucléaire, la guerre en Afghanistan, les risques de guerre avec l'Iran et la République populaire démocratique de Corée. De quoi écrire un roman de science-fiction!

En effet, comment donc Obama va-t-il résoudre les problèmes climatiques alors que son pays a, aux réunions préparatoires du Sommet de Copenhague sur les émissions de gaz à effet de serre, soutenu la pire position parmi tous les pays industriels et riches, aussi bien à Bangkok qu'à Barcelone, justement parce qu'il n'a pas souscrit au Protocole de Kyoto et que son oligarchie n'est pas disposée à coopérer pour de bon?

Comment va-t-il contribuer à la solution des graves problèmes économiques qui touchent une grande partie de l'humanité alors que la dette totale de son pays - à savoir celle du gouvernement, des Etats, des administrations locales, des entreprises et des familles - se montait fin 2008 à 57 billions de dollars, soit plus de 400% de son PIB et que le déficit fiscal s'est élevé à presque 13% du PIB durant l'exercice fiscal 2009, un chiffre qu'Obama connaît forcément.

Que peut-il donc offrir à Hu Jintao alors qu'il a mené un politique carrément protectionniste pour frapper les exportations chinoises, qu'il exige sans cesse que le gouvernement chinois réévalue le yuan, ce qui léserait les importations croissantes de produits chinois par le Tiers-monde?

Le théologien brésilien Leonardo Boff - qui n'est pas un disciple de Karl Marx, mais un catholique honnête, de ceux qui ne sont pas disposés à coopérer avec l'impérialisme en Amérique latine - vient d'affirmer : « ...nous risquons de nous détruire et de dévaster la diversité de la vie» ; « ...quasiment la moitié de l'humanité vit en-dessous du seuil de pauvreté. Les 20% les plus riches consomment 82,49% de toutes les richesses de la Terre, tandis que les 20% les plus pauvres ne se soutiennent qu'avec un minuscule 1.6%.»

Suite à la page (15)

De la science-fiction

Suite 14 la page (16)

Il cite la FAO qui avertit : «De 150 à 200 millions de personnes seront des réfugiés climatiques dans les prochaines années.» Et Boff ajoute de son côté : «L'humanité consomme aujourd'hui 30% de plus que les capacités de remplacement… La Terre est en train de donner de signes sans équivoque qu'elle n'en peut plus.»

Ce qu'affirme Boff est vrai, mais Obama et le Congrès étasunien font la sourde oreille.

Qu'est-il en train de nous laisser sur le continent? Le problème honteux du Honduras et l'annexion de la Colombie, où il installera sept bases militaires. Les USA ont établi une base militaire à Cuba voilà plus de cent ans et ils l'occupent toujours de force, et ils ont même ouvert un centre de tortures horrible connu dans le monde entier qu'Obama n'a toujours pas pu fermer.

Je suis d'avis qu'avant la fin du mandat d'Obama, il y aura en Amérique latine de six à huit gouvernements de droite qui seront des alliés de l'Empire. Le secteur le plus à droite aux USA s'efforcera bientôt de limiter le mandat d'Obama à seulement quatre ans. Un Nixon, un Bush ou quelqu'un de l'acabit de Cheney sera de nouveau président. On se rendra compte alors très clairement de la signification de ces bases militaires absolument injustifiables qui menacent aujourd'hui tous les peuples sud-américains sous prétexte de combattre le trafic de drogues, un problème qui découle justement du fait que des dizaines de milliards de dollars sont injectés depuis les USA au profit de la criminalité organisée et de la production de drogues en Amérique latine.

Cuba a prouvé que pour combattre les drogues, la justice et le développement suffisaient. Dans notre pays, le taux de criminalité pour cent mille habitants est l'un des plus bas au monde. Aucun autre pays du continent ne peut faire état de taux de violence aussi faibles. Et l'on sait que, malgré le blocus, aucun autre ne possède des niveaux d'éducation aussi élevés.

Les peuples latino-américains sauront résister aux coups de boutoir de l'Empire !

Le voyage d'Obama ressemble à de la science-fiction.

Granma 11 novembre 2009

Ndlr. * Fidel Castro fait référence à cette «mallette» contenant le code de mise à feu de la force de frappe nucléaire étatsunienne.



Les causes de la pauvreté mondiale

Par Vicenç NAVARRO

Le 17 octobre on a célébré la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, qui a été l'occasion d'un nombre élevé de conférences sur la pauvreté. Pendant quelques jours ce fut un sujet visible dans les moyens de communication les plus importants du monde, bien qu'en Espagne cette visibilité ait été limitée. Dans les pays développés on a mis une fois de plus l'accent sur la nécessité d' "aider" les pays pauvres, notamment par l'envoi d'aliments et de fonds. On a aussi mis l'accent, dans divers forums internationaux, sur la nécessité de transférer connaissances et nouvelles technologies des pays riches aux pauvres pour augmenter la productivité de leurs secteurs agricoles, les plus importants dans leurs économies.

Cet intérêt médiatique pour le thème de la pauvreté se répète année après année à la même date. Et pendant ce temps, huit millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition (un toutes les deux secondes), l'équivalent des morts que causeraient 43 bombes atomiques comme celle lancée sur Hiroshima, des bombes qui explosent chaque année sans produire aucun bruit. En réalité ce nombre de morts fait partie de la réalité qui nous entoure de telle manière qu'ils n'apparaissent même pas ni à la première ni même à la dernière page des journaux les plus importants du monde.

Ce qui rend cette situation moralement intolérable est que du point de vue scientifique nous savons comment résoudre tant le problème de la pauvreté que de ses conséquences, dont la faim est la plus dramatique. Et le paradoxe de la situation est que la pauvreté n'est pas due au manque de ressources. En réalité, la planète a suffisamment de terre fertile pour alimenter deux fois la population existant aujourd'hui (FAO 2008). Dans les pays économiquement développés, les États vont même jusqu'à subventionner les agriculteurs pour qu'ils ne produisent pas plus d'aliments. Mais ce qui est encore plus intolérable est qu'on appelle ces pays pauvres, alors qu'ils ne le sont pas. Les pays ainsi appelés ont des populations de manière prédominante pauvres, mais eux-mêmes en soi ne le sont pas.

Pourquoi donc la pauvreté se produit-elle et se reproduit-elle? Si nous analysons le pays le plus pauvre du monde (la liste de candidats à une telle distinction est longue), nous verrons que les racines de la pauvreté sont faciles à voir, si on veut les voir. Le quotidien The New York Times, un journal d'orientation libérale, qui publie de temps à autre quelques informations qui ne cadrent pas avec cette sensibilité, a publié un rapport sur la pauvreté au Bangladesh, un des pays que l'on peut identifier comme les plus pauvres (24-1-05).

Ce rapport était écrit par un groupe d'économistes qui avait visité ce pays. Parmi leurs nombreuses observations ressortaient les suivantes: « *Les racines du problème de la pauvreté au Bangladesh sont dans l'énorme concentration de la terre (le principal moyen de production dans une économie agricole) dans ce pays. Seulement 16% de la population rurale contrôle les deux tiers de toute la terre cultivable, tandis que 60% de la population possède seulement un acre (4 000 m2, NdT)* ». D'autre part, le rapport ajoutait que "*l'introduction des nouvelles technologies-comme des nouveaux fertilisants-accentuait encore plus la polarisation dans la propriété de la terre, car seuls les grands propriétaires peuvent avoir accès au crédit et à d'autres facteurs nécessaires pour pouvoir exploiter et utiliser les nouvelles technologies*".



Huit millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition (un toutes les deux secondes)

Quant à l' "aide" qui provient de l'extérieur, le rapport signalait "*que les responsables chargés de l'aide aux nécessiteux au Bangladesh reconnaissent eux-mêmes (dans des conversations privées) que seule une fraction minuscule des millions de tonnes d'aliments qui arrive dans le pays, comme partie de l'aide extérieure, finissent dans les mains des familles affamées qui en ont besoin. Les aliments de l'extérieur sont canalisés par le gouvernement, qui les vend aux militaires, à la police, aux classes moyennes des villes…*". Le rapport concluait que "*l'énorme potentiel productif de terres énormément fertiles est tel que le Bangladesh pourrait alimenter une population bien supérieure à l'actuelle*".

Mais les produits alimentaires qui sont produits ne sont pas consommés, dans leur majeure partie, au Bangladesh, car la majorité de la population n'a pas un pouvoir d'achat suffisant. Au lieu de cela, ils sont exportés, surtout dans les pays de niveau de revenu plus élevé, ce qui contribue à reproduire ainsi une économie basée, non sur la consommation et la demande internes, mais sur la consommation externe et les exportations. Il semblerait que le plus logique serait de créer une telle demande interne, en redistribuant les ressources (dont la terre) pour permettre le développement du pouvoir d'achat de la grande majorité de la population.

Seulement voilà, la structure de pouvoir, monopolisée par les grands agriculteurs, s'oppose à de tels changements dans la redistribution. Comme le soulignait bien le rapport cité "*le parlement de ce qui est prétendument un système politique démocratique (le Bangladesh figure dans la classification établie par le Département d'Etat des USA, comme une démocratie) est contrôlé par les grands agriculteurs. 75% des membres du Parlement possèdent de grandes superficies de terres, et il ya là peu de possibilités de changement*". Le système économique et politique soutenu en partie par l'armée et en partie par des systèmes d'information et de persuasion (avec des connexions à des groupes médiatiques étrangers), a de maigres possibilités de changement. La Constitution du pays, écrite par cette structure de pouvoir, inscrit par écrit l'impossibilité d'engendrer un tel changement. D'où la présentation de la défense de cette structure de pouvoir comme une défense de la démocratie.

Ce sont là les causes de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition dans le monde. Et quand la population "pauvre" se mobilise pour changer cette situation, on l'accuse de violer l'ordre démocratique. Le cas du Honduras est le plus récent mais je doute qu'il soit le dernier. Ce sont là les causes de la pauvreté dans le monde, qui rarement apparaissent dans les médias de persuasion.

Source: «Público»-*Las causas de la pobreza mundial*

Traduit par Gérard Jugant et Fausto Giudice, membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

Ndlr. ***Vicenç Navarro :** intellectuel catalan, professeur de Politiques publiques à l'Université Pompeu Fabra, à Barcelone, et ancien professeur d'Economie à l'Université de Barcelone. Il dirige l'Observatoire social d'Espagne, un réseau de chercheurs sur le Bien-Etre.

Tlaxcala 29 Octobre 2009

Palestine 2009

Suite de la page (12)

des rares arabes à se voir attribuer un tel titre, boira la coupe jusqu'à la lie. Le chef palestinien décédera pourtant le 11 novembre 2004, sans n'avoir cédé rien sur rien, sur aucun des droits fondamentaux de son peuple, pas plus sur le droit de disposer de Jérusalem comme capitale que sur le droit de retour de son peuple dans sa patrie d'origine. (...) » (4)

« De tous les grands pays arabes, seule l'Algérie accordera un soutien sans faille à la guérilla palestinienne, « Zaliman kana aw Mazloum », oppresseur qu'il soit ou opprimé, selon l'expression du président Boumediene. L'Egypte fait la paix avec Israël et l'Amérique se lie par la clause Kissinger, qui subordonne tout contact avec l'OLP à des conditions équivalant, selon les Palestiniens, à une capitulation sans condition. (...) 2003, l'invasion américaine de l'Irak offre à Ariel Sharon l'occasion de confiner Yasser Arafat dans sa résidence administrative, avec la complicité honteusement passive des pays occidentaux. (4)

« Sa stature sans commune mesure avec celle de son terne successeur, Mahmoud Abbas, un bureaucrate affairiste sans envergure et sans charisme, hante encore la conscience occidentale, cinq ans après sa mort. L'implosion politique de Mahmoud Abbas, le 5 novembre 2009, à six jours de la commémoration du décès de Yasser Arafat, justifie a posteriori le scepticisme du chef historique des Palestiniens à l'égard des pays occidentaux et porte condamnation de la complaisance de son successeur à l'égard de la duplicité occidentale, en même temps qu'elle révèle la servilité de la diplomatie américaine et de son chef, Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, à l'égard d'Israël. Carbonisé par ses atermoiements dans l'affaire du rapport Goldstone sur Gaza et par la rebuffade américaine à propos des colonies de peuplement, sa renonciation à une nouvelle mandature présidentielle apparaît d'autant plus cruellement pathétique qu'elle a coïncidé avec une cinglante leçon de courage que lui ont assénée de jeunes Palestiniens et des pacifistes israéliens en opérant, non sans risque, une percée dans le mur d'apartheid à l'occasion de la commémoration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, une action qui a retenti comme un camouflet à Mahmoud Abbas et à Israël, un défi à la léthargie des instances internationales, un cadeau posthume à Yasser Arafat, initiateur de la lutte armée palestinienne. » (4)

Faute d'ailleurs d'avoir préparé sa succession, la Palestine se retrouve plus que jamais orpheline. Celui que ses concitoyens considèrent comme un second Moïse n'est pas entré dans la Terre promise. Qui redonnera la Terre à ces Palestiniens qui acceptent moins de 22% de la Palestine originelle ? L'espoir placé en l'Amérique d'Obama a été vite balayé par la réalité. Il n'y aura pas d'arrêt de colonisation, Israël continuera à expulser les citoyens de leurs habitations et à défier la communauté internationale. Ainsi va le monde...

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

Ndlr. * UJFP: Union Juive Française pour la Paix

** Kaddoumi: Farouk al-Kaddoumi (né en 1931) est un homme politique palestinien cofondateur du Fatah, secrétaire-général du comité central du Fatah, et chef du département politique de l'Organisation de Libération de la Palestine à Tunis en Tunisie.

*** Leila Mazboudi est rédactrice en chef à la télévision Al Manar, la télé du Hezbollah. Elle a grandi en France, mais a fini ses études de journalisme au Liban.

**** René Naba : journaliste, ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse; correspondant tournant au bureau régional de l'Agence France Presse (AFP) à Beyrouth (1969-1979). Auteur de plusieurs ouvrages.

Notes

1. Yasser Arafat : Encyclopédie Wikipédia
2. Amnon Kapeliouk : Yasser Arafat a-t-il été assassiné ? Le Monde Diplomatique - Novembre 2005
3. Leïla Mazboudi : Kaddoumi va divulguer les enregistrements. Al-Manar- 24 juillet 2009
4. René Naba : Yasser Arafat, *Mister Palestine for ever.* 07/11/2009

Le Grand soir 13 novembre 2009

Juan Barahona, leader populaire

Suite de la page (14)

convoquer une assemblée constituante), l'ensemble du mouvement s'est disposé à continuer la lutte ensemble. Et comme l'explique Juan «*nous sommes disposés à mener de plus belle la lutte, pacifiquement, jusqu'au bout, fidèles á tous les nôtres qui sont tombés, leur mort ne fut pas vaine*». Tandis que Juan prononce cette phrase, un rebelle du Front l'entend et crie dans mon enregistreur un slogan parmi tant d'autres : «*Sang des martyrs, semence de liberté*». Mais... toute cette énergie, cette conviction et ce dévouement absolu pour la nation, comment sont-il nés chez Juan ?

Le dirigeant syndical, dans un sourire franc, honnête, me dit que dès la secondaire il était jeune militant. Il suivait les cours au Collège le plus grand du Honduras mais aussi de toute l'Amérique Centrale, l'Institut Central Vicente Cáceres. Ici il a aussi appris à lutter dans la rue pour défendre les droits des étudiants. «*Cet institut est célèbre pour avoir formé des leaders qui ont lutté pour les causes justes des années 70 et 80 et qui poursuivent aujourd'hui la bataille, puisque nous sommes entrés en résistance. Ils ont enseigné á leurs étudiants á défendre l'école publique, á garder la force, le courage et la volonté de défendre leur pays et d'exiger une nation nouvelle*». Tandis que Juan me parle, je me dis qu'il faut réellement envier la force de cet homme, qui a eu récemment 55 ans, le 12 juillet, et n'a pu fêter tranquillement son anniversaire avec les siens parce qu'il était dans les rues, entouré de l'affection de tout un peuple.

Je fixe mon regard sur le béret avec l'image du Che Guevara, un symbole de Barahona, qui permet de le reconnaître de manière rapide parmi les centaines de «marcheurs» comme on appelle les résistants, lorsque nous nous retrouvons sur les lieux de la réunion tous les matins.

Un symbole si emblématique que, dans le dialogue entre les deux délégations, l'une de Zelaya et celle des putschistes, mené dans un hôtel 4 étoiles et très snob, il lui est resté fidèle. Le compagnon Barahona n'a pas abandonné le Che Guevara ni ses jeans ; c'est pour cela qu'il est apprécié à ce point par les membres du Front : tout leader d'un mouvement est aimé dès qu'il est cohérent avec ses idéaux.

«*Compañera, puisque vous avez ce badge de Mel je suppose que vous êtes de la résistance, alors s'il vous plaît dites à Juan Barahona, qu'il m'a ému lorsque j'ai vu comment il était vêtu dans cet hôtel des riches. Il ne portait pas de veston ni de cravate et le Che Guevara a été présent dans le dialogue, dites-lui que les gens l'aiment parce qu'ils n'aiment pas les apparences vides*» dit le chauffeur de taxi qui me ramène à la maison oú je logeais. Quand je lui ai rapporté ces propos, Juan m'a regardée avec son large sourire et m'a dit : «*je me sens heureux quand les gens comprennent pleinement ma façon de penser, je serai toujours avec eux ; chère amie je suis heureux de ce que vous nous accompagniez dans ces heures difficiles, la presse internationale progressiste est celle qui nous permet de vivre, d'avoir une voix pour crier dans les oreilles des sourds du monde. Le tyran veut nous jeter à l'oubli, au silence, pour que personne ne sache rien des viols, des tortures, des abus de pouvoir que subit le peuple hondurien*».

«*Les choses qui se sont passées ici sont la cause de la présence du peuple hondurien dans la rue, et il le restera après le retour du président Zelaya au pouvoir, et après la formation de l'Assemblée constituante, dés que nous pourrons l'organiser*».

«*Les honduriens ont finalement opéré un tournant dans leur vie, les hommes d'aujourd'hui, ceux d'après le 28 juin, ne sont plus les mêmes que ceux d'avant le 28 juin, nous avons appris à lutter beaucoup plus dans ces derniers quatre mois que dans les dernières 90 années*».

Je me rappelle les mots de Fidel Castro au sujet du Honduras : «*Nous avons vu naître une nouvelle conscience dans le peuple hondurien. Toute une légion de militants sociaux a blanchi sous le harnais de cette bataille. Zelaya a tenu sa promesse de rentrer. Il a le droit d'être rétabli au gouvernement et de présider les élections. De nouveaux et d'admirables cadres sont en train d'émerger des mouvements sociaux combatifs, et ils sont devenus capables de guider ce peuple sur les voies difficiles que doivent frayer les peuples de Notre Amérique. Une révolution y est en gestation.*»

Ida Garberi Responsable de la page web en italien de Prensa Latina.

Traduction : Thierry Deronne

La revolución vive 5 novembre 2009

Suite de la page (8)

privé qu'il ne saurait exister de démocratie sans liberté syndicale. Ce serait une ironie de mauvais goût de parler de démocratie pendant qu'on persécute ceux qui osent se regrouper en syndicat», a fait avoir Me. Raymond Davius.

Me. Davius s'est porté garant des doits inaliénables des pauvres travailleurs dont la main d'œuvre est exploitée à outrance. Il est au courant des basses manœuvres qui sont monnaie courante au niveau des syndicats jaunes. Fort de ce constat, il exhorte les autres dirigeants syndicaux à se montrer conséquents et honnêtes. Autrement, ils ne sont que des traîtres condamnés à disparaître. «*Globs soutient que la **Liberté Syndicale** ou la **Démocratie Syndicale** est fondée sur la croyance qui se confirme par l'expérience. C'est le meilleur moyen pour que l'intérêt des travailleurs et des travailleuses ne soit lésé. Ainsi, ils, elles peuvent acquérir le pouvoir de faire entendre et respecter leurs droits* », a poursuivi le vaillant syndicaliste. Selon Me. Davius.

L'Egalité Syndicale est une attitude de piété dont l'essence consiste en une solidarité indéfectible entre les syndicalistes. Cette solidarité se manifeste par le respect et l'amour de tous les travailleurs et travailleuses dans le cadre de leur lutte incessante pour la vie, la liberté et la recherche du bonheur collectif.

En guise de conclusion, le Globs a rappelé aux dirigeants que le **Syndicalisme Alternatif** n'est que le reflet fidèle de la justice sociale. Et c'est aussi l'égalité des chances entre les classes sociales garantie par la loi, qui doit régir le principe de la majorité.

Que vive le **Syndicalisme Alternatif** !

Que vive la **Liberté Syndicale !**

Que vive Haïti !

Suite de la page (4)

Ces phrases entre guillemets sont puisées dans l'ordonnance du 22 septembre 2009.

Alors *« la raison du plus fort est toujours la meilleure »*. La justice haïtienne bien qu'elle titube et trébuche face à l'une de ses plus grandes responsabilités, un procès équitable sur le scandale-pillage des narcodollars à Lavaud, se trouve face à une Organisation mondiale, l'ONU, qui proclame carrément l'immunité pour tous les soldats, agents, espions et autres qui en Haïti participent à la mise sous tutelle du pays. Ainsi Mangle Samson, vu qu'il est bénéficiaire de cette immunité-impunité est mis hors d'état de cause. La justice haïtienne reste donc muette et en profite pour sauver nombre de gros bonnets qui ont augmenté leur fortune avec les millions pillés chez le narcotrafiquant Alain Désir.

Voilà une évidence, l'évidence de commandeurs qui débarquent dans un pays avec le bénéfice de l'immunité-impunité, qui peuvent tout faire : violer les lois du pays en commettant tous les actes qu'ils décident, mais aussi l'évidence de petits commandeurs qui livrent leur pays en pâture moyennant une grasse rémunération. Franchement, Haïti est foutue ! Foutue si l'on considère ces exploiteurs qui se disent être des modèles que tout le monde doit suivre. Foutue, car le mensonge, l'hypocrisie, le vol, le viol, la corruption sont érigés en vertus cardinales. Tout est permis aux commandeurs !

Néanmoins, viendra le jour oú les yeux, tous les yeux verront clairement la vérité, oú les plus conservateurs reconnaîtront que ce pays, ce petit pays d'infortune, doitêtre géré par ses propres fils, pour le bien-être de ses propres fils.

Honduras : Zelaya n'acceptera aucun accord qui avalise le Coup d'Etat

Le mandataire constitutionnel du Honduras, Manuel Zelaya, a déclaré ce samedi qu'il n'acceptera « aucun accord de retour à la présidence qui légitime le coup d'Etat » dans une missive envoyée au Président des Etats-Unis, Barack Obama. « En ma condition de Président élu par le peuple hondurien, je réaffirme ma décision qu'à partir de cette date, dans quelque cas que ce soit , je n'accepterais AUCUN accord de retour à la présidence destiné à couvrir le coup d'Etat » signale la lettre.

Zelaya a réaffirmé sa décision dans ses déclarations offertes à Radio Globo « c'est une décision ferme de ne plus accepter aucune restitution qui humilie le peuple hondurien en occultant l'illégalité dans laquelle nous vivons et la répression militaire à laquelle est soumise le peuple le plus pauvre ».

Le 28 juin dernier, le président Zelaya a subi un coup d´État et a été expulsé au Costa Rica. Depuis lors, des groupes solidaires avec Zelaya se sont maintenus dans les rues, en exigeant le retour du chef d'Etat constitutionnellement élu.

Puis, le 21 septembre dernier, le président constitutionnel est revenu à Tegucigalpa clandestinement et s'est réfugié dans l'ambassade du Brésil. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, de nombreux processus de dialogue se sont déroulés, y compris celui qui découle de l'accord Tegucigalpa-San José mais aucun n'a été respecté ensuite par le gouvernement putschiste.



Manuel Zelaya

Au début du mois de novembre, Micheletti a constitué un soi-disant "Gouvernement d'Union Nationale"... dont ne sont membres que ceux qui ont appuyé le coup d´État et le mandataire de facto encore au pouvoir aujourd'hui. Selon les accords de San José la restitution de Zelaya devait être discutée par le Congrès hondurien mais à l'heure actuelle, ils retardent toujours plus l'échéance.

Le 29 novembre prochain se tiendront les élections présidentielles mais Zelaya ne les avalisera en aucun cas : si le président constitutionnel n'est pas au pouvoir, il ne peut transmettre ses fonctions à personne et aucun pays ne peut avaliser les élections. Le sénateur démocrate étasunien John Kerry a considéré que l'accord est un échec du fait du changement de position abrupt de la Maison Blanche sur la question, lorsqu'elle a annoncé qu'elle reconnaîtrait les élections, que Zelaya soit ou non restitué. « Reconnaître les élections alors que le régime de facto n'a pas réalisé ses engagements est la cause de l'échec de l'accord que le Département d'Etat avait lui-même aidé à obtenir »a déclaré John Kerry, chef de la commission des Relations Extérieures du Sénat.

Divers gouvernements latino-américains, les Nations Unies, le Groupe de Rio et l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) ont annoncé qu'ils maintiendraient leur position de ne pas avaliser le processus électoral si l'ordre constitutionnel n'est pas rétabli.

Zelaya maintient la lutte pacifique avec les forces populaires regroupées dans le Front de Résistance contre le Coup d'Etat au Honduras.

Source: Abrebrecha.com
Traduction : Grégoire Souchay
La revolucionvive 16 novembre 2009

Evo Morales avertit que les bases militaires des États-Unis en Colombie visent à contrôler l'Amérique Latine



« Les États-Unis ne peuvent plus continuer à mener la Bolivie par le bout du nez » a fait savoir, le président bolivien, Evo Morales

Le président bolivien, Evo Morales a manifesté samedi depuis le Collège Militaire Gualberto Villaroel de la Paz (Noroeste) son refus de l'installation de 7 bases militaires étasuniennes en Colombie, considérant qu'à travers elles, Washington tente de contrôler l'Amérique Latine. *« Ce n'est pas possible que dans ce nouveau millénaire il y ait encore des empires qui cherchent à contrôler l'Amérique du Sud, ce n'est pas possible qu'il y ait des invasions avec les bases militaires en Amérique Latine »* a déclaré le mandataire au cours d'une cérémonie de commémoration du 199e anniversaire de l'Armée Nationale de Bolivie.

Morales a également ajouté que les États-Unis ne peuvent plus continuer à mener la Bolivie par le bout du nez. « Quand ils ne peuvent plus agir en Bolivie, ils transforment la Colombie en base militaire étasunienne, afin de contrôler et d'exploiter nos ressources naturelles ». Il a répété que l'objectif des bases militaires était de chercher à renverser les gouvernements démocratiques. Le président bolivien a constaté que l'empire étasunien a dans sa ligne de mire les richesses naturelles de son pays comme le gaz, qui a des réserves pour encore 150 ans, le fer, pour 85 ans et peut-être du lithium. Au cours de l'événement le Général de Division Ramiro Fuentes a distribué des distinctions et attribué des décorations aux cadets, jeunes et soldats de l'Armée bolivienne qui ont rendu hommage à la présence du mandataire national de Bolivie et à son vice-président, Álvaro García Linera. *« Sincèrement, nous voulons vous dire, généraux, colonels, cadets de la Force Armée, que nous ne nous sentons pas coupable d'avoir défendu la patrie en expulsant l'ambassadeur des Etats-Unis »*, a ajouté le président.

Le 10 septembre dernier, la Bolivie a déclaré persona non grata le représentant étasunien dans ce pays, Philip Goldberg, après l'avoir accusé de soutenir des groupes d'opposition autonomistes qui procédèrent à des blocages de routes, à des occupations de ministères et qui retinrent captif le vice-ministre du gaz naturel au Brésil. Le mandataire pendant son discours s'est souvenu de l'époque où l'Armée Bolivienne était sous contrôle de l'Agence Antidrogue des Etats-Unis (DEA) *« Vous savez comment la DEA avait pris sous son aile les Forces Armées. C'est une époque révolue, et révolue pour toujours »*.

Morales a annoncé qu'il équiperait l'Armée bolivienne et a indiqué que 40 millions de dollars sont quasiment approuvés par la Chine, et que les discussions d'un autre traité avec la Russie avançaient, pour un montant de 100 millions de dollars. *« C'est une obligation du Gouvernement National d'améliorer et d'équiper l'Armée »* a-t-il souligné.

Le mandataire a expliqué que cet équipement servira à défendre la souveraineté de son pays *« ce ne sera pas pour humilier le peuple ni pour provoquer les pays voisins »*. Dans ce sens, il a réitéré ses déclarations passées sur le fait que la Bolivie est une nation pacifiste, mais qu'elle a le droit de se défendre face à une quelconque attaque.

Traduction : Grégoire Souchay
larevolucionvive 16 novembre 2009

Déclarations du vice-Président bolivien Alvaro Garcia Linera



Alvaro Garcia Linera

"L'Amérique latine doit se préparer face à une éventuelle invasion"

Le vice-président de la Bolivie, Álvaro García Linera, a exprimé lundi sa crainte de ce qui peut se produire dans le futur après l'installation des bases nord-américaines en Colombie et a dit que l'Amérique latine doit se préparer face à une éventuelle invasion.

« La présence nord-américaine en Colombie est une invasion du Continent. Il s'agit d'une présence militaire sans aucun type de restrictions ni de contrôle. Cela comme bolivien me fait peur, mais à la fois, comme dirigeant, je dis que nous saurons et nous devons nous préparer face à la possibilité d'une invasion militaire nord-américaine du continent », a-t-il indiqué aux journalistes réunis au Palais de Gouvernement.

Cette préparation devrait se faire « *dans tous les sens qu´on peut imaginer* » puisque les troupes nord-américaines peuvent augmenter en nombre indéfini, avec une impunité totale dans ce pays.

La convention signée par la Colombie et les Etats-Unis il y a quelques jours, autorise l'installation de 7 bases militaires en Colombie et la présence d´au moins 800 militaires nord-américains et 600 employés civils du gouvernement de Barack Obama.

García Linera a exprimé son appui à la convocation effectuée par le président Evo Morales d´une réunion d'urgence des pays qui intègrent l´Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) et a dit qu'elle pourrait être suivie d´une autre réunion de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), « *pour débattre et trouver des solutions entre tous les pays* ». « *Nous devons débattre, examiner ce qu'il y a lieu de faire face à une invasion. Tout le Continent doit être préoccupé, alarmé par cette invasion nord-américaine d´un morceau du territoire latino-américain* ».

« Il n'y a pas de motif légal, juridique, militaire, délictueux qui justifie une présence massive nord-américaine. Ou serait-ce que, mis en échec dans le monde, obligés de quitter l'Iraq et l'Afghanistan la tête basse, les États-Unis veuillent leur petite victoire aux dépens des latino-américains ? »

La revolución vive 11 novembre 2009

Piedad Córdoba met en garde sur les graves conséquences qu'aurait l'assassinat du Président Hugo Chavez



La Sénatrice colombienne Piedad Córdoba

La Sénatrice colombienne Piedad Córdoba a déclaré à la chaîne « Venezolana de Television » qu'elle voudrait bien qu'Hugo Chavez ne soit pas l'objet d'un attentat car la situation s'aggraverait énormément en Amérique Latine qui ne serait pas disposée à perdre un de ses meilleurs leaders. Elle a ajouté que beaucoup de gens ne seraient disposés ni pour rien ni pour personne à laisser assassiner un Président comme lui et qu'on prétende nous faire croire que ce serait le retour au calme en Amérique du Sud, car ce n'est pas vrai. Piedad Cordoba a dénoncé l'existence d'une stratégie ayant pour but de présenter Hugo Chavez comme quelqu'un hors contexte, de le discréditer et de faire croire que c'est un monstre.

Cuba si Lorraine 12 novembre 2009



Un petit garçon de 4 ans, proche de la mort après avoir reçu le vaccin H1N1

Par Lisa Röstlund

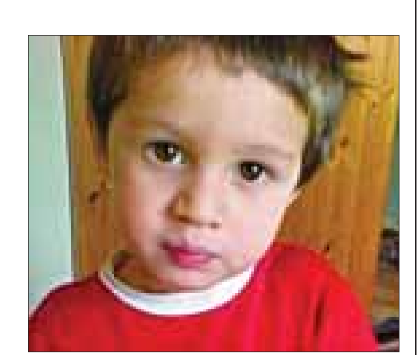
C'est l'histoire de Kevin, âgé de 4 ans et vivant à Stockholm avec sa mère, Mia, qui est enceinte et dans son troisième trimestre de grossesse. « J'étais sûr qu'il était mort », dit-elle dans un article publié d'abord uniquement dans la version imprimée du journal Aftonbladet, et plus tard ajouté à leur site web après que ses lecteurs lui aient « rappelé » de le faire.

Kevin était assis avec son père dans un café, lorsque tout à coup, il se mit à trembler de façon incontrôlable. Son petit corps était arqué vers l'arrière, pris de convulsions, et ses yeux roulaient vers l'arrière, exposant, seulement le blanc de l'oeil. Sa mère n'était pas loin, et quelqu'un est allé la chercher rapidement en disant « Mia, venez vite, Kevin va vraiment mal ! ». Quand elle est arrivée près de Kevin, un cercle de personnes l'entourait, alors qu'il était couché à plat sur le sol. « Ses lèvres étaient complètement blanches. Je n'ai jamais vu une personne aussi blanche de ma vie. Je l'ai pris dans mes bras, et il était complètement flasque. Ma seule pensée était : «Il est mort, il n'est plus en vie !», dit sa mère. Kevin ne respirait plus. Deux infirmières se trouvaient là et elles ont expliqué à Mia comment effectuer un massage cardiaque immédiatement. Mia a commencé à faire cela alors que, dans le même temps, elle a senti qu'elle commençait à entrer dans le stade de travail de l'accouchement. Elle a donné de l'air à son fils pendant que d'autres appelaient une ambulance. « J'ai perdu la notion du temps. Mais après un certain temps, ses lèvres ont retrouvé leur couleur. Il a ouvert les yeux ».

Pendant le trajet vers l'hôpital, Kevin n'a exprimé qu'une crainte : « Maman, je ne veux pas avoir d'autres vaccins. » Les médecins qui se sont occupés de lui à son arrivée à l'hôpital sont d'accord sur le fait que la seule explication à ceci est le fait qu'il avait reçu, deux jours auparavant le vaccin empoisonné Pandemrix contre la « grippe porcine ». Ils ont également dit : « Il est le second aujourd'hui, ce n'est pas un cas unique ».

Le journal a contacté l'Agence des produits médicaux de Suède, et a parlé avec le professeur Jan Liliemark qui a affirmé qu'il n'avait jamais entendu parler de cas semblables. « Les enfants peuvent entrer dans des états comateux pour de multiples raisons. Cela pourrait être relié à la vaccination, mais il pourrait aussi y avoir d'autres raisons ». Les parents de Kevin ont choisi de parler de leur épreuve de façon à ce que d'autres parents puissent être mieux informés qu'eux. Ils n'ont jamais entendu que de telles choses pouvaient se produire après une vaccination.

« Que se serait-il passé si cela s'était produit à la maison pendant qu'il jouait seul dans sa chambre et pendant que je faisais le ménage en



Kevin, âgé de 4 ans

bas ? » a fait savoir Mia

Nous avons reçu des informations non confirmées selon lesquelles le nombre des "effets indésirables" du vaccin en Suède est maintenant bien supérieur à 500, et comprend des « effets secondaires graves » qui



Les parents du petit Kevin

signifient de symptômes qui mettent la vie en danger même de mort. Le nombre de décès qui nous a été signalé est supérieur à 50 jusqu'à présent. Cette information est non confirmée et les chiffres officiels sont gardés secrets. Conformément à l'accord également secret conclu entre la Suède et GSK, Glaxosmithkline, qui produit le vaccin toxique pandemrix.

Je me suis entretenu aujourd'hui avec un fabricant de vaccins (un fournisseur de l'API, l'ingrédient actif) à son usine ici, en Suisse, et ils m'ont dit qu'ils sentaient qu'ils devaient jouer à la fois dans la production et la fourniture de ces ingrédients actifs aux plus "grosses" multinationales pharmaceutiques, puisque ces sociétés sont « si puissantes ». La personne avec laquelle j'ai parlé pensait qu'il y avait quelque chose de sérieusement grave dans la façon dont toute la peur de la « grippe porcine » s'est déroulée, ainsi que le rôle de l'OMS. La même personne a également reconnu qu'énormément de recherches dans le domaine médical, et qui ne supportent pas les produits planifiés d'autres entreprises, sont cachées ou enterrées. Les deux personnes auxquelles j'ai parlé ne prendraient "absolument pas" le vaccin contre la « grippe porcine ». Elles ont dit que la « grippe porcine » signifiait de bonnes affaires.

Traduction : Johan Niklasson

Mondialisation 15 novembre 2009
Aftonbladet

L'Ecole Latino-américaine des Sciences Médicales (ELAM) est la matérialisation des idées de Fidel

Les étudiants et les diplômés de l'École Latino-américaine des Sciences Médicales (ELAM), ont envoyé des salutations au leader historique de la Révolution Cubaine Fidel Castro, fondateur de cette institution de solidarité, de fraternité et de justice, le 15 novembre 1999. Au cours du meeting, présidé par José Ramon Machado Ventura, Premier Vice-Président du Conseil d'État et du Conseil des Ministres de notre pays, les jeunes de diverses nationalités ont remercié Fidel Castro de sa leçon d'humanisme et l'ont proclamé Prix Nobel de l'Espoir.



Célébrations du 10ème anniversaire de l'École Latino-américaine des Sciences Médicales (ELAM), à La Havane, le 15 novembre 2009

Pour sa part, José Ramon Balaguer, ministre cubain de la santé publique a relevé que l'Elam est la matérialisation des idées de Fidel, de sa conception de l'être humain et du monde, des principes qui sont à la base d'une Révolution. Il a signalé :

« Il est impossible, au cours d'un meeting comme celui-ci pour célébrer le 10e anniversaire de cette école de ne pas avoir Fidel à l'esprit et dans le cœur. Cette école est la matérialisation de ses idées, de sa conception sur l'être humain, sur le monde, sur les principes qui sont à la base d'une révolution véritable. Si le bonheur pouvait être mesuré, nous ne savons pas quel volume il pourrait atteindre. Parfois on demande à un enfant : jusqu'où va ton amour pour moi et il répond : jusqu'au ciel. Je dirais que si c'est une mesure du bonheur que nous avons aujourd'hui, vous et nous, c'est exact. Il n'y a aucune différence entre un médecin cubain et un médecin formé à l'ELAM. Le travail de nos médecins dans 77 pays du monde produit du bonheur et un grand optimisme indépendamment des problèmes, des guerres de l'impérialisme, des problèmes du changement climatique qui menacent l'Humanité et qui effraient les gens dans le monde entier. Mais malgré ces problèmes on éprouve un grand optimisme lorsque l'on sait que des hommes et des femmes capables de transformer ce monde avec dévouement sont formés.

Je termine en citant le discours prononcé par Fidel le 20 août 2005 à l'occasion de la cérémonie de remise des diplômes aux premiers médecins formés dans cette école : de même qu'il y a 40 ans, permettez-moi de rêver avec la seule différence qu'après un demi-siècle de lutte je suis complètement persuadé que personne ne pourra dire, au sujet des rêves de Cuba, comme l'a dit Calderon de la Barca : la vie n'est qu'un rêve et les rêves ne sont que des rêves, indiquait Fidel. Avancez, porte-drapeaux invincibles d'une si noble profession, démontrant que tout l'or de la planète ne peut pas acheter la conscience d'un véritable gardien de la santé et de la vie ; prêt à aller à n'importe quel pays où l'on aura besoin de lui et persuadé du fait qu'un monde meilleur est possible. Permettez-moi, en tant que Cubain fier de son peuple et de sa Révolution, de crier : Vive Fidel ! Vive Raul ! Vivent les hommes et les femmes qui se consacrent, corps et âme, à sauver les vies des humbles de cette Terre qui en ont le plus besoin ! Vive Notre Amérique ! De Bolivar et de Martí, marchant en rangs serrés comme l'argent au cœur des Andes, indépendante et solidaire. Vive l'intégration latino-américaine ! Vive l'ALBA ! et Fidel a terminé à cette occasion-là: Jusqu'à la victoire toujours ! La Patrie ou la Mort, nous vaincrons ! ».

"Ce projet est une contribution modeste au développement des peuples » -a-t-il relevé. Il a mis l'accent sur la qualité de la formation scientifique et humaine des jeunes. Il a précisé que 36% des plus des 7000 diplômés font leur spécialité à Cuba.

«Cette école est un exemple de ce que sera l'avenir de Notre Amérique, un avenir digne, l'expression de l'internationalisme et du patriotisme » a ajouté le ministre cubain de la santé publique.

Pour sa part, Juan Carrizo, recteur fondateur de l'ELAM, a expliqué que cinq fournées de jeunes médecins ont reçu jusqu'à présent leurs diplômes à l'ELAM et qu'ils sont au nombre de 7 256 dont la majorité d'une trentaine de pays y compris 33 jeunes étasuniens.

Au nom des étudiants, Alihuen Antileo, de l'ethnie Mapuche, président du Conseil d'Étudiants de l'ELAM, a indiqué : « nous, qui nous sommes vu refuser le droit de faire notre médecine dans nos pays, nous sommes formés comme médecins, hommes de science et humanistes, avec la conviction que ce monde doit être changé».

Cuba si Lorraine 17 novembre 2009

Hugo Chavez relève que le socialisme est le seul chemin viable

Le Président vénézuélien, Hugo Chavez, a annoncé sa candidature aux élections présidentielles de décembre 2012. Hugo Chavez a participé dans la commune 23 Janvier de Caracas, à l'élection des délégués au Congrès extraordinaire du Parti Socialiste du Venezuela. Dans des déclarations à la presse, Hugo Chavez a déclaré que le socialisme est le seul chemin pour éliminer la violence du monde. Il a appelé les plus de 2 millions de militants du PSUV a voter pour les 772 délégués au premier Congrès de ce parti qui aura lieu du 21 novembre au 13 décembre.

Il a assuré que son gouvernement lutte contre la violence au Venezuela. Il a souligné que la création de la Police Nationale en est l'une des solutions. Se référant au sommet sur le changement climatique, Hugo Chavez lui a auguré un échec total car les États-Unis ne veulent pas assumer leur responsabilité et à s'engager à réduire leurs émissions de gaz jusqu'en 2020.

Le Président Chavez a par ailleurs remercié le peuple vénézuélien de sa participation massive à une manifestation contre l'installation de bases militaires en territoire colombien. "En Colombie, ces bases sont installées pour la guerre, tout près de la frontière vénézuélienne. Ils encouragent la guerre parce qu'ils pensent ainsi freiner la Révolution bolivarienne. Cependant au Venezuela, nous continuerons à construire le socialisme bolivarien »-a-t-il assuré.

Nous sommes obligés de nous préparer pour défendre la patrie de Bolivar, la patrie de nos enfants, même si cela nous coûte la vie. Cette patrie ne sera plus une colonie. Il a lancé un appel aux militaires, aux milices, au peuple en général à se préparer.

Telesur 16 novembre 2009
Cuba si Lorraine 17 novembre 2009

Le co-développement à la proue du navire « Caraïbe » !

Pour parodier André Malraux qui disait « *le troisième millénaire sera religieux ou ne sera pas* », Mgr Willy Romélus, évêque émérite de Jérémie en Haïti, aime marteler ceci : « *Le troisième millénaire sera solidaire ou ne sera pas* ! » Voilà une grande leçon d'humanité qui nous concerne tous !

Le jumelage qui vient d'être signé entre Gourbeyre (petite ville de Guadeloupe) et Jérémie est directement dans cette mouvance là ! Lien entre nos deux cités pour ancrer des projets de co-développement qui doivent aider les uns et les autres, échanger de nouvelles technologies, créer des emplois sur place, sortir des ornières d'injustices, favoriser la concorde et la paix. Il nous faut coûte que coûte élargir nos horizons, enrayer la crise économique mondiale qui laisse tant de gens sur le carreau, contrecarrer un terrorisme guerrier tout autant que médiatique qui ne laisse place qu'aux extrémismes et voudrait imposer sa loi.

Ce samedi 7 novembre avait lieu à Cambrefort, au siège de l'association ADEGAFOM-ROMELUS, une grande rencontre de tous les partenaires intéressés par ce co-développement dans le cadre du jumelage Jérémie-Gourbeyre. Mme Rose-Lee Raqui, déléguée régionale pour le co-développement, est la cheville ouvrière de ces échanges et partenariats qui sont prometteurs pour tout le monde. Le maire de Jérémie, Dr Ronald ETIENNE, et son adjoint l'ingénieur Dany Luc, et le Père Jomanas EUSTACHE, chancelier du diocèse de Jérémie, étaient présents au côté du maire de Gourbeyre et de son équipe. Des chefs d'entreprise de Gwadloup sont venus dire leur intérêt pour ces perspectives d'avenir et leur volonté d'investir en Haïti ; Mme Patricia Ballandier est intervenue pour promouvoir le livre qui va bientôt sortir (commandé par le ministère des affaires culturelles et des affaires étrangères de l'état français) sur la richesse architecturale du patrimoine de Jérémie, dans la visée de faire inscrire Jérémie au patrimoine universel de l'UNESCO ; Mme Raqui a relaté ces différents séjours dans la Grand'Anse et expliqué les jalons qu'elle a posés pour que des échanges concrets puissent se faire jour ; les magistrats de Jérémie ont exprimé leur joie de voir enfin nos deux pays travailler ensemble et dit leurs attentes ; la mairie de Gourbeyre enfin n'a pas manqué de marteler sa volonté d'aller de l'avant… Le LPP de Blanchet est déjà engagé sur place dans un partenariat avec le CTSJ de Jérémie, via l'association ADEGAFOM-ROMELUS menée de mains de maître par Mme Josiane LEFEBVRE qui en est la présidente : construction de bateaux en matériaux composites pour arrêter le déboisement si dévastateur, formation professionnelle des jeunes sur place grâce à la ténacité de l'enseignant Bernard Moreau, appui aux coopératives de pêcheurs de la Grand-Anse pour une pêche plus adaptée et productive comme on la pratique en Gwadloup pour arriver à une plus grande sécurité alimentaire pour la population. Père Jomanas a exposé ses besoins pour les enfants des écoles qui sont tellement nombreux dans le secteur de Jérémie et qui manquent de tout ! La rencontre a été amicale, chaleureuse et fort instructive pour tout le monde. Rien ne se fait sans mal bien-sûr, et les problèmes ne manquent pas tant administratifs qu'au niveau de la logistique, mais tout le monde perçoit bien qu'aujourd'hui « nous sommes à un tournant dans la Caraïbe », comme l'a dit Mme Raqui, et qu'il nous faut être « à la fois audacieux et ambitieux ». L'Europe et Cités Unies France veulent nous appuyer dans ce sens. L'Association SO.DE.CAR. (Solidarité Développement Caraïbe) que président M. Camilus RABIN et Mme Raqui veut aider tous les partenaires à monter des projets. Elle a son siège à la mairie annexe de Rivière Sens. Ne pas hésiter à entrer en contact avec elle si on a des idées et surtout des plans qui peuvent permettre des échanges dans tous les domaines : culturels, agricoles, éducatifs, humanitaires… Il y a de la place pour tout le monde et toutes les bonnes volontés, les générosités et les compétences peuvent être mises à contribution.



Les membres des associations SO.DE.CAR. et ADEGAFOM ROMELUS entourant la délégation de Jérémie à la fin de cette soirée mémorable

Dimanche 8 novembre avait lieu à la chapelle de St Jean Bosco une conférence du Père Jomanas EUSTACHE qui avait pour thème : « *l'alliance et la fraternité entre les peuples à la lumière de l'Evangile* ». Beaucoup de monde est venu entendre ce message de paix dont la portée spirituelle ne peut qu'entraîner l'adhésion.

Dany Laferrière, qui vient d'obtenir le prix Médicis, nous pousse par son magnifique roman, à aller de l'avant !

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller principal d'éducation
Au Lycée Professionnel de Blanchet à Basse-Terre

Les mouvements sociaux d'Haiti se préparent à intégrer l'ALBA

Le dernier sommet des pays membres de l'Alliance Bolivarienne pour Notre Amérique (ALBA) s'est déroulé du 16 et 17 octobre dernier à Cochabamba (Bolivie) A cette occasion, les organisations de divers secteurs sociaux haïtiens réunis dans le Réseau du Mouvement Social Haïtien (Remosa) se sont préparés à demander l'intégration de leur pays à l'ALBA.

Le réseau rassemble des organisations des 10 départements du pays, explique le coordinateur du REMOSA, Lafond Max-Dialy, lors d'une conférence de presse.

REMOSA est représenté par un comité de 9 personnes, nous cherchons à unir les forces du pays autour de l'idée d'accession à l'ALBA. Le coordinateur du mouvement a annoncé que le comité comptait dans les jours à venir soumettre catégoriquement sa demande d'adhésion ».

Parmi les organes de l'ALBA figure le conseil des mouvements sociaux, qui a un statut égal au conseil des ministres. Les organisations qui le souhaitent peuvent donc, sans le consentement de l'Etat haïtien, établir une coopération avec l'ALBA.

Les membres de l'ALBA ont également réfléchi à la position à adopter au sommet de Copenhague, en décembre. Ils demandent comme l'ALBA que soit mise en cause la responsabilité des pays riches dans la dégradation de la Planète.

En plus de l'idée de créer une compagnie pétrolière en commun, les chefs d'Etat ont décidé à la fin de ce VIIe sommet d'élaborer une stratégie de défense conjointe.

En mettant en avant cet espace de coopération, l'Alliance a déjà créé un canal de télévision commun : Telesur, contrepoids aux grands réseaux de télédiffusion américains ou mondiaux

L'ALBA a également approuvé la création d'un institut d'apprentissage et de formation en tourisme, ainsi qu'un centre de recherche pour le développement de cette activité en promouvant les destinations touristiques dans chacun des pays du bloc.

Enfin, un autre projet porté par l'Alliance sera de réaliser chaque année en octobre une Rencontre Internationale de Tourisme de l'Alba (FIT-ALBA) dont le lieu sera rotatif entre les pays membres.

Traduction : Grégoire Souchay
La revolucion vive 2 novembre 2009

Phrase de la semaine

Une civilisation qui fonctionne suivant un dogme – la religion de l'économie – qui condamne à mort une grande partie de sa population, ne mérite pas son nom, il s'agit d'un monde où règne la loi de la jungle, nous vivons en réalité dans une barbarie et rien n'a changé depuis l'antiquité.

Jean Ziegler (L'Empire de la honte)

Lettre de solidarité de l'organisation Lyannaj kont pwofitasyon (LKP) à l'occasion de la Bataille de Vertières



M. Domota - Porte-parole du LKP

Chers camarades,

Au nom des travailleurs et du peuple de Guadeloupe mobilisés depuis bientôt un an contre les Pwofitasyon, contre l'oppression sociale, pour le droit du peuple guadeloupéen à décider de son avenir, nous vous apportons notre solidarité dans la commémoration du 206 anniversaire de la victoire des esclaves haïtiens contre le colonisateur français le 18 novembre 1803, préfigurant l'instauration de la 1ère République noire du monde en janvier 1804.

Nous organisons le même jour une rencontre de la jeunesse, ce jour anniversaire de l'assassinat par le pouvoir colonial français d'un jeune guadeloupéen, CH Salin le 18 novembre 1985.

Salutations fraternelles et combattantes.
Guadeloupe le 17 novembre 09

Poésies : Jeanie Bogart a signé à Brooklyn

Pics by Edgar Lafond



De gauche à droite le guitariste Marc Mathelier, Jeanie Bogart et Roosevelt Saillant (Bic)



Jeanie déclame ses poèmes à l'assistance

Jeanie en train de dédicacer son dernier CD

Par Jackson Rateau

Après le lancement de son recueil de poésies « Un jour tes pantoufles », édition 2007, la lauréate du concours de poésies créoles « Kalbas Lò » édition 2006 à la Martinique, Jeanie Bogart vient de présenter au Brooklyn Public Library, le samedi 7 novembre 2009, son recueil de poésies créoles sur CD « Dènye Rèl ».

La présentation s'est déroulée sous la direction du poète musicien Jean Elie Barjon avec la participation de différentes figures artistiques tels que Marc Mathelier, Francesca André et Roosevelt Saillant (Bic). Pierre Lubin, un véritable intéressé à la langue créole a présenté, telle une plaidoirie, un discours à caractère pédagogique, mais en fait, quelque chose qui aurait à voir à la technicité linguistique du créole.

Un bon nombre d'amis avait fait le déplacement non seulement pour écouter Jeanie déclamer ses poèmes mais également pour recevoir la dédicace de son dernier CD…Bravo Jeanie !